****

**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)**

**République Démocratique du Congo (RDC)**

**RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE JUILLET – DECEMBRE 2018**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre du Programme : ENSEMBLE POUR LA PAIX** |  | **Numéro du Programme** (le cas échéant)  **Numéro de référence du projet au MPTF** : |
| **Entités participantes de l’ONU :**  Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme :  UNHABITAT  OIM |  | **Partenaires d’exécution :**  Gouvernement : CFI  MONUSCO :  ONG Nationales : ACIAR et CARITAS  Entreprises privées  ONG Internationales : MERCY CORPS, SFCG et COOPI |
| **Budget total du Programme (en USD) :**  Fonds de Cohérence pour la Stabilisation :  Contributions propres :6.500.000  Autres Contributions : |  | **Durée du Programme :**  Durée totale : (en mois) : 24  Date de démarrage : 2 Août 2017  Date de fin prévue à l’origine : 1 Août 2019  Date de fin actuelle : 1 Août 2019 |
| **Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**  Évaluation du rapport à mi-parcours - veuillez joindre le document le cas échéant  Oui  Non Date : x  Évaluation finale – veuillez joindre le document le cas échéant  Oui  Non Date : |  | **Rapport soumis par :**  Nom : Abel WALENDOM  Titre : CTA  Organisation participante (principale) : UNHABITAT  E-mail : walendom@un.org  Nom : Emmanuel Nziwa  Titre : Coordonnateur  Organisation participante : UNHABITAT  E-mail : emmanuel.nziwa@un.org |

**TABLE DE MATIERES**

[PARTIE 1 – LES PROGRES 3](#_Toc5269074)

[Objectif Spécifique 1 : Soutien accru et inclusif (impliquant l'Etat et les différents groupes de population : les hommes, les femmes, les filles et les garçons) pour la stratégie de stabilisation et de sécurité, au niveau communautaire 3](#_Toc5269075)

[Objectif Spécifique 2 : La gouvernance foncière est améliorée dans la zone d’intervention 11](#_Toc5269076)

[Objectif Spécifique 3 : Les autorités compétentes adoptent et mettent en œuvre des mesures qui renforcent la transparence en matière d’exploitation et de gestion des ressources minières dans la zone prioritaire 13](#_Toc5269077)

[Objectif Spécifique 5 : Le renforcement de la gouvernance sécuritaire ainsi que de la collaboration et de la redevabilité entre les autorités en charge de la sécurité et les populations permet de réduire les risques sécuritaires et de protection auxquels les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants sont exposés 22](#_Toc5269078)

[Objectif Spécifique 6 : Cohésion sociale et résilience sont renforcées 30](#_Toc5269079)

[Objectif Spécifique 7 : Les niveaux de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) sont réduits dans les zones prioritaires. 38](#_Toc5269080)

[Objectif Transversal : La communication du Projet est assurée dans la ZP 45](#_Toc5269081)

[PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT 52](#_Toc5269082)

[PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION 55](#_Toc5269083)

[PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT 57](#_Toc5269085)

[Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget 60](#_Toc5269086)

[ANNEXES – CADRE LOGIQUE 61](#_Toc5269087)

# PARTIE 1 – LES PROGRES

## Objectif Spécifique 1 : Soutien accru et inclusif (impliquant l'Etat et les différents groupes de population : les hommes, les femmes, les filles et les garçons) pour la stratégie de stabilisation et de sécurité, au niveau communautaire

Partant de différentes activités de dialogue menées dans le cadre du projet, plus spécifiquement le processus de démobilisation de la FRPI, l’approfondissement de quelques conflits fonciers clés identifiés dans la zone de projet ainsi que les activités de sensibilisation, médiation, plaidoyer et monitoring menées par les membres des ILP, 95 % de 211 membres de la communauté rencontrés lors de notre sondage, c’ est à dire 200 personnes dont 97 femmes ( 48,5%) et 103 hommes (51,5%) ont déclaré que le projet a donné une contribution notable à la résolution des principaux conflits.

Les dernières activités de Décembre 2018, avec l’accord du Gouvernement de la RD Congo afin que les éléments de la FRPI soient prés cantonnés en attendant la signature de l’accord de paix pour leur démobilisation, suivi de la signature des Dispositions pratiques de Pré cantonnement et de la libération des 10.000$ par le Gouvernement pour la prise en charge des éléments FRPI dans les sites ont été très saluées par toutes les communautés en général.

Les entretiens organisés avec 219 acteurs clés de la stabilisation dans toute la zone d’intervention du projet dont 152 hommes et 67 femmes ont révélé un soutien et une confiance qui s’accroissent de plus en plus envers la stratégie de stabilisation et de la sécurité. En effet, en dehors de la chefferie des Walendu Bindi qui connait une multiplication de cas de pillages perpétrés par les éléments de la FRPI à l’approche de la période des festivités de fin d’’année, les acteurs des autres chefferies ont déclaré une certaine accalmie sur le plan sécuritaire. Cette situation sécuritaire assez calme est attribuée au processus de démobilisation entamé par le gouvernement à travers le projet. Cependant, le temps que prend le processus pour son aboutissement donne l’occasion aux éléments de la FRPI de commettre des exactions sur la population en la pillant afin de survivre. Cela est également facilité par la diminution du nombre des éléments de la FARDC sur plusieurs positions ou suppression de certaines positions militaires. Dès lors est nécessaire de voir ce processus aboutir avant que le projet n’arrive à son terme.

En outre, la stratégie de dialogue pour résoudre les différents conflits entre les membres de la communauté est hautement appréciée par les différentes parties prenantes. C’est ainsi que les différentes communautés ont souhaité que des dialogues soient organisés en bilatéral entre les communautés en conflits telles que : Lendu bindi et hema sud, Lendu bindi et Bira de Nyankunde, Nyali Tchabi et les déplacés internes issus du Nord-Kivu. Les communautés sont persuadées que cette démarche conduira à des résultats satisfaisants pour la création d’une cohésion sociale durable.

Cette stratégie dialogue est à même de contribuer à résoudre les conflits des limites administratives des différentes entités ainsi que la question de la présence des déplacés internes issus du Nord-Kivu dans la partie Sud de la zone de projet.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1.1 : L’engagement des parties prenantes est renforcé au niveau (Local, Territoire, Province, Nation, etc.) dans le processus de Stabilisation** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

L’engagement des parties prenantes dans le processus de stabilisation est de plus en plus renforcé. En effet, les parties prenantes sont restées attachées aux engagements qu’elles ont prises lors de la restitution des résultats de la consultation des communautés pour trouver des voies de sortie afin de stabiliser la région, au cours de la session de leadership cohésif, face aux problèmes qui perturbent la paix et la sécurité dans leurs villages.

Au total 11 actions ont été initiées dont 7 en rapport avec le phénomène FRPI et 4 en rapport avec la situation de conflits fonciers et identitaires.

Au stade actuel, ces actions connaissent une nouvelle avancée dans leur exécution.

Par rapport au phénomène FRPI : après la mise en place d’un comité de discussion avec la FRPI, plusieurs actions ont été initiées dans le but d’aboutir à la démobilisation de ce groupe.

La dernière en date est la décision de Pré-cantonnement des éléments FRPI à la suite de la réunion de Comité de Pilotage du Starec sur la FRPI le 12 décembre 2018 à la primature à Kinshasa. Compte tenu des difficultés de signature de l’Accord entre le gouvernement et la FRPI avant les élections, le gouvernement décide de donner un appui à la prise en charge des besoins de la FRPI, en attendant la signature de l’accord en mars 2019. Cet accord intitulé « *dispositions pratiques du pré cantonnement*» est élaboré par le comité provincial de soutien au processus FRPI et a été signé entre les parties. Il est en phase de mise en application.

Toutes ces actions par rapport au Processus FRPI ont pu être réalisées grâce à un engagement de plus en plus fort des parties prenantes à différents niveaux, à savoir   local, Territorial, provincial et national.

Les autres actions du projet n’ont pas été engagées jusqu’à présent car les analyses ont prouvé clairement les difficultés d’arriver à des solutions durables si les FRPI sont encore en place (par exemple sur les conflits des limites et autres entre les Walendu Bindi et les autres tribus).

**Produit 1.1.1 : les problématiques des conflits sont connues dans la zone d’intervention**

Les différentes activités de dialogue à savoir le barza, la session de leadership cohésif, les réunions bimestrielles avec les membres des ILP, les activités d’approfondissement de quelques conflits fonciers, les différentes réunions de discussion avec la FRPI ainsi que la restitution des missions de plaidoyer au niveau national ont contribué à améliorer les connaissances des différentes parties prenantes sur les problématiques de conflits identifiés et retenues dans le cadre du projet. En effet, sur 14 sites dans lesquels nous nous sommes entretenus avec ces parties prenantes dans 9 sites (soit 64 %) les communautés ont cité correctement les 3 grandes problématiques des conflits : (1) la problématique du phénomène FRPI, (2) la problématique des conflits fonciers et identitaires et (3) la problématique du Mouvement migratoire de la province du Nord-Kivu Vers l’Ituri. Tandis que dans 5 sites, (soit 36%) les gens se sont limités aux deux principales problématiques : (1) la problématique du phénomène FRPI et (2) la problématique de conflits fonciers et identitaires. Ici ce sont des sites dans lesquels les déplacés internes issus du Nord-Kivu ne sont pas présents. Ainsi, la communauté oublie cette question.

La compréhension de la deuxième problématique, celle des conflits fonciers des limites et des conflits identitaires, a connu des approfondissements sur deux importants conflits à savoir le conflit des limites entre les Hema Mitego et le groupement Bukiringi et les conflits des limites entre les différents groupements de Walese Vonkutu. Ces dossiers attendent le lancement du processus de médiation au courant du semestre 3.

Tandis que le conflit entre les communautés locales de Walese Vonkutu et la Reserve de Mont Hoyo a été identifié et un programme pour sa documentation a été élaborée.

Toutes ces parties prenantes reconnaissent les rôles que doivent jouer les acteurs ci-après dans le rétablissement de la paix : Le gouvernement, les ONG, les ILP, les Associations, les autorités locales, les leaders communautaires, les services techniques. Elles reconnaissent également les engagements que certains de ces acteurs ont déjà pris et leur niveau d’évolution : Par exemple : Le Dialogue mené par ACIAR avec la FRPI, le plaidoyer au niveau national pour la démobilisation, l’accord du gouvernement pour la démobilisation avec appui, la recherche de la carte par ACIAR, la sensibilisation de la communauté par les membres des ILP, les leaders communautaires, les associations pour la paix, …

En tant que leaders de leurs communautés, toutes ces parties s’engagent également à s’impliquer dans la dénonciation des situations d’insécurité et dans la sensibilisation pour la cohabitation pacifique.

Les résultats du sondage réalisé pendant les activités de dialogue démontrent que le niveau des connaissances des différentes parties prenantes sur les problématiques du conflit est maintenant amélioré. Sur 77 personnes dont 11 femmes, 85 % dont 65 % des femmes ont été capables de décrire les grandes problématiques des conflits ciblées par les actions du projet et celles qui concernent particulièrement leur localité. En effet, à travers les activités de dialogue menées par ACIAR, ces parties prenantes sont informées de l'évolution des actions importantes engagées dans le sens de la stabilisation de la zone prioritaire, savent exprimer leurs opinions par rapport à ces actions et s’engagent également dans le processus de stabilisation de par leur participation dans le processus de FRPI pour l’éradication du phénomène.

**Produit 1.1.2: Les priorités des plans d’action inclusifs et sensibles au genre sont rassemblées dans les conventions sectorielles**

L’Unique plan d’action produit jusqu’à présent est « *Le plan d’Actions et Stratégies de démobilisation des éléments FRPI et la Pacification du Sud Irumu* ». Ce plan d’action a été complété par « *la Stratégie DDR* », produit avec l’Appui de la Monusco.

Ces deux documents ont connu un début de mise en œuvre, à savoir :

Pour le plan d’actions et Stratégie de la démobilisation de la FRPI et Pacification du Sud Irumu :

* La Mission Exploratoire du Gouvernement pour contacter le FRPI a eu lieu en septembre 2018 ;
* La mission d’identification des sites de démobilisation des éléments FRPI également en novembre 2018 ;
* Le lancement des opérations de pré cantonnement des éléments FRPI a été fait en décembre 2018 avec la libération de la première tranche de la prise en charge des éléments FRPI.

Ces actions ont été réalisées avec les moyens mobilisés par le gouvernement de la République.

Tandis que concernant la stratégie DDR, après la production du document, les actions de plaidoyer ont été menées par l’UAS et la Monusco pour la mobilisation et la sécurisation des fonds destinés à cette fin.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1.2 : Les mécanismes de transformation des conflits sont opérationnels** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

Les résultats de notre collecte des données organisées par le projet en date du 03 au 20 décembre 2018 démontrent que les mécanismes de transformation des conflits sont opérationnels et contribuent à réduction des conflits dans la zone d’intervention. A ce jour, la zone d’intervention compte 25 plateformes de dialogue opérationnelles dont 19 ILP, 5 antennes de la CFI, et un groupe d’engagement politique composé de 7 personnalités Clés créé depuis le début du Projet pour mener un travail de plaidoyer auprès des différentes parties prenantes, au niveau Local, Provincial et National. En outre 25 membres de la communauté dont 10 femmes ont été recrutés par la Commission Foncière de l’Ituri CFI en sigle comme membres des structures de dialogues, ils ont comme rôle l’identification, la sensibilisation et la résolution pacifique des conflits fonciers par la médiation. Cependant 1645 conflits fonciers ont été identifiés, 634 sont pris en charge, 237 ont été résolus au bénéfice de 5253 ménages dont 1135 ménages dont les chefs sont des femmes, comparativement au semestre passé où 61 conflits ont été pris en charge par les 5 antennes de la CFI, dont 9 résolus en faveur de 101 ménages. En outre il ressort que les plateformes de dialogue mises en place sont inclusives, avec une représentativité de 60% d’hommes et 40% des femmes, dont 84% des jeunes compris dans la tranche d’âge de 18 à 35 ans, issus des différents groupes ethniques. Plus de la moitié (72%) des membres des plateformes de dialogue estiment avoir un espace sûr et se sentent à l’aise d'exprimer leurs points de vue sans peur de critiques ou représailles. Cependant 78% des membres des plateformes estiment apprendre des expériences ou des points de vue des autres membres sur les questions traitées dans les plateformes. Les données collectées auprès des plateformes des dialogues montrent que la majorité des participants font preuves d’intégrité et de bonne foi, 90% estiment qu’il n’est pas possible que certains membres de la plateforme essaient de perturber le travail de la plateforme. Cependant 92 % affirme qu’il est très bien possible que les membres de la plateforme participent aux réunions avec l’intention franche de trouver des solutions aux problèmes de la communauté et 96 % des membres de la plateforme estiment qu’il est bien possible que la plateforme soulève une question auprès des autorités à laquelle ils tiennent particulièrement.

**Produit 1.2.1 : Les structures locales de transformation de conflits sont renforcées et opérationnelles**

Les 19 ILP sont des structures locales qui accompagnent le processus de Dialogue. Afin d'être à la hauteur des rôles qui leur sont attribués à savoir la gestion pacifique des conflits au sein de la communauté, le plaidoyer auprès des autorités à différents niveaux localement, la sensibilisation, le monitoring des différents cas de conflits, des violations des droits humains ; ces membres des ILP (au total 81 dont 23 femmes, 9 filles, 33 hommes et 16 garçons) ont suivi une session de formation sur ces différents thèmes. A l'issue de cette formation, il a été constaté que leur niveau de connaissance s’était considérablement amélioré car de 51 % de bonne note en pré test, 79% de participants ont obtenu de très bonnes notes lors de post test. Ces connaissances acquises leur servent effectivement à jouer leurs rôles au sein de leur communauté respective. Ainsi ils ont réalisé plusieurs médiations : de conflits de limites de parcelles, dans des couples en voie de séparation, entre des militaires avec les membres de la communauté; ils ont fait le plaidoyer auprès des autorités militaires arrêter la tracasserie militaire, pour le positionnement des FARDC là où les miliciens tracassaient les communautés, pour la libération des enfants moins de 15 ans arrêtés; ils sensibilisent les communautés sur leurs droits et devoirs et ont documenté plusieurs cas de violations des droits humains et des conflits fonciers.

Les autres structures locales de transformation de conflits sont aussi renforcées et opérationnelles, 5 cadres de prévention et résolution pacifique des conflits fonciers (CFI) ont été mis en place par le projet. Ces 5 antennes de la CFI composé de 25 membres dont 15 Hommes et 10 Femmes ont comme rôles d’identifier, de sensibiliser, et de résoudre par la voie de la médiation foncière les conflits des terres identifiés dans la zone du projet. En outre, plus de 60 heures ont été consacrées à leur formation sur les méthodes alternatives de résolution pacifique des conflits fonciers afin de leur permettre de prévenir et de prendre en charge les conflits fonciers dans la zone du projet. Les résultats post test ont démontré que les connaissances des membres de la CFI se sont améliorées, 80% des participants dont 43% des femmes sont maintenant capables d’identifier, de prendre en charge et de résoudre un conflit foncier à travers les différentes méthodes alternatives de résolution des conflits. En plus, 45 autres heures ont été consacrées à un atelier de mise en place d’une synergie entre la CFI et les structures communautaires locales engagées dans la gestion des conflits dans la zone. Cette activité a connu la participation de 40 personnes dont 12 femmes issues des ILP (initiatives locales de paix), ALPD, Associations partenaires, Points focaux Mine, société civile et les animateurs de la CFI. Les acquis de la formation ont permis aux hommes, femmes et jeunes et peuple autochtone d’adhérer à l’approche de la médiation foncière.

**Produit 1.2.2 : Les cadres de dialogues sont opérationnels**

Jusqu’à présent, les cadres de Dialogue ont été mis en œuvre seulement à travers le processus FRPI. Un Dialogue entre la FRPI et le Gouvernement Congolais à travers la facilitation de l’ACIAR, et le Starec qui joue le rôle du Négociateur représentant du Gouvernement Congolais et l’accompagnement de la Monsuco. Ainsi les actions suivantes menées par le Projet sont à considérer comme le cadre de Dialogue à savoir, au cours de ce semestre :

* La rencontre de Kelenzi II 19 août 2018 : expliquer aux leaderships de la FRPI les points du plan d’actions ;
* La rencontre de Kamatsi 1, août 2018 : Premier contact avec le négociateur Starec National et explication de la stratégie DDR, la FRPI a fait des recommandations au gouvernement central ;
* La Réunion du Haut Niveau à la Primature en septembre 2018 : le gouvernement répond au cahier des charges de la FRPI et un projet de l’Accord entre le Gouvernement et la FRPI est proposé ;
* La Réunion de Kamatsi II, en Novembre 2018 : Le projet d’accord est expliqué aux éléments de la FRPI ;
* La réunion du Comité de Pilotage du Starec à Kinshasa, en décembre 2018 : La signature de l’accord entre la FRPI et le gouvernement est programmée au 20 mars 2019 et le gouvernement décide entretemps de soutenir les éléments de la FRPI à travers le Pré cantonnement ;
* La réunion de Kamatsi III : le document les dispositions pratiques du pré cantonnement est signé entre le gouvernement Provincial et la FRPI pour permettre de baisser les violations des Droits humains dans le sud Irumu.

Toutes ces avancées ont permis d’élaborer les messages de sensibilisation en collaboration avec les leaders communautaires afin d’informer les différentes communautés par rapport au processus de démobilisation de la FRPI. Au mois de décembre, un atelier d’élaboration des messages a été organisé au niveau de Gety. Les messages élaborés sont à présent dans la phase de la production.

**Produit 1.2.2 :  Les résultats et solutions du processus de dialogue sont partagés**

(Les actions de sensibilisation de la communauté ont commencé en retard car nous attendions avoir des messages clairs à donner à la population par rapport au processus FRPI. Elles vont démarrer au cours du premier trimestre 2019).

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**  Il se manifeste un désintéressement au niveau de certains Chefs locaux dans le référencement aux antennes de la CFI des cas des conflits fonciers ou bien que les référencements soient en retard pendant que les conflits fonciers ont pris de l’ampleur. En rapport avec ça, il sied de multiplier les séances de sensibilisation à l’endroit de chefs locaux, s’assurer de les associer dans chaque activité organisée, les impliquer suffisamment dans la médiation des conflits fonciers dans la zone ; ce, pour susciter leur intérêt et leur permettre d’apprécier les avantages des activités de médiation sur la stabilisation dans leurs entités.  Les communautés de Tchabi et Mitego se plaignent de l’absence des activités de la CFI dans leurs zones. Pour pallier cette difficulté, il est nécessaire de procéder à la réduction de deux animateurs dans d’autres Chefferies du projet afin de les recruter dans les chefferies susmentionnées pour un rééquilibrage dans la prise en charge des conflits fonciers dans ces deux zones. Ceci va permettre de mener les activités dans l’ensemble de 7 chefferies du projet Sud-Irumu.  L’inaccessibilité de certains groupements et villages à la suite de l’insécurité orchestrée par l’activisme des éléments FRPI dans la zone d’intervention, surtout dans la Chefferie de Walendu Bindi, n’a pas facilité la mise en œuvre des activités par la CFI. Il a été question de travailler avec les points focaux du système d’alerte précoce pour le référencement des cas des conflits auprès des antennes de la CFI pour la prise en charge de certains d’entre eux.  Par rapport au processus FRPI, la période électorale a donné un coup d’arrêt au processus qui était déjà à terme, l’accord avec le gouvernement n’étant pas possible avant les élections prévues le 23 décembre 2018 et aussi parce que la loi d’amnistie n’est pas adoptée par l’Assemblée Nationale. Le gouvernement National a décidé de mettre en place le processus de pré-cantonnement pour contribuer à la prise en charge de la FRPI pendant la période, la signature de l’accord ayant été prévue au 20 mars 2018.  L’épidémie d’Ebola dans la chefferie de Walese Vonkutu n’a pas permis de lancer les actions de médiation sur deux conflits identifiés dans la chefferie de Walese Vonkutu. Ces activités sont reprogrammées pour le premier trimestre de 2019.  Les autres actions de médiations des conflits identifiés dans la zone d’influence de la FRPI n’ont pu démarrer jusqu’à présent, à cause de l’influence négative que peut avoir la FRPI sur la recherche des solutions durables de ces conflits (conflits des limites). Nous allons lancer la documentation de ces conflits en attendant de mener les médiations au cas où le processus FRPI aboutissait. |
| **Coordination**  Dans la mise en œuvre du projet, ONU-Habitat coordonne avec le partenaire ACIAR à travers des réunions de l’UCC et d’autres réunions en aparté, afin d’obtenir un impact remarquable pour le travail des animateurs de la CFI sur la stabilisation du Sud-Irumu et les ILP. Grâce à ces réunions, un accord a été obtenu pour l’élaboration d’un document retraçant les axes de collaboration entre la CFI et les ILP. Le but est de définir pour chaque partie le mandat qui lui revient sur le terrain pour mieux apporter la contribution à la stratégie de stabilisation de la zone.  Comme par le passé, la coordination des activités du projet se passent à travers les réunions de l’UCC et les différentes réunions de groupe de travail, Suivi–Evaluation et le groupe de travail genre. |
| **Encrage institutionnel**  Cela repose sur la collaboration entre les Communautés et la Commission Foncière de l’Ituri (CFI) dont les antennes assurent le référencement des conflits fonciers. En plus, la reconnaissance des actes de compromis signés par les parties jadis en conflit par les autorités coutumières locales constitue également une preuve de l’encrage institutionnel du projet.  Le processus FRPI est mené sur un ancrage sur les institutions étatiques et de la société Civile qui sont les groupements, la chefferie, le territoire et la province et en plus des services déconcentrés qui sont la FARDC, la PNC, l’ANR et la DGM.  La société civile aussi est présente dans le processus avec la coordination provinciale, les associations des femmes, les ILP, etc. Le processus inclusif doit avoir un bon ancrage institutionnel. |
| **Questions de genre**  Tout au long de la mise en œuvre des activités, la question de genre a été prise en compte. En effet, les hommes et les femmes ont travaillé et travaillent côte à côte pour leur participation dans les activités organisées dans le cadre de la résolution des conflits fonciers. Elles sont toutes présentes dans les structures communautaires, notamment les 5 antennes de la CFI, où, sur 25 animateurs, 10 femmes sont animatrices, soit 40 %. Ces femmes interagissent avec les hommes dans les activités de stabilisation concernant les activités de médiation des conflits fonciers, les activités de sensibilisation et le rapportage des activités au niveau de la coordination. La distribution des dossiers fonciers et la présidence des séances de médiation se fait entre les hommes et les femmes au sein des antennes de la CFI. Par ailleurs, sachant que dans chaque antenne de la CFI il y a 2 femmes et 3 hommes, chaque membre est tenu de produire les résultats en termes de sensibilisation et de médiation (3 conflits fonciers documentés et 1 résolus par mois). L’on remarque avec beaucoup de satisfaction que les 4 femmes par exemple 2 à Boga et 2 à Ofay sont celles qui produisent beaucoup de résultats que les hommes et ceci va pousser la CFI à mettre à la direction de ces deux antennes les femmes pour inciter les autres femmes à fournir beaucoup d’efforts.  La grande sensibilisation des bénéficiaires par rapport au Genre a entrainé que les femmes participent activement dans les discussions au cours des réunions bimestrielles des ILP car elles représentent la moitié des membres des Muso et souvent plus de 34 % sont présentes dans les réunions. Elles sont très actives dans les activités de médiation, sensibilisation, et l’accompagnement de la prise en charge des cas de violences sexuelles et autres. |
| **Leçons apprises**  La leçon apprise au courant de ce semestre est que les actions de transformation des conflits en cours dans le Sud-Irumu renforcent la cohésion sociale et influent positivement sur les actions de développement socioéconomique du milieu. Ceci s’explique par le fait que ces actions sont menées par les représentants de toutes les ethnies locales qui vivaient à couteaux tirés il y a quelques années. La méfiance intercommunautaire a connu une réduction sensible. Actuellement, les membres de toutes les communautés référent quelques cas de conflits identifiés aux antennes de la CFI. De telles initiatives n’étaient pas possibles quand le conflit intercommunautaire en lien avec le FRPI était ouvert dans le Sud-Irumu. La souplesse, la patience, la neutralité et l’indépendance manifestées par les animateurs de la CFI ont favorisé la résolution de plusieurs conflits dans la zone d’intervention.  La réussite des actions de Dialogue Démocratique dépend beaucoup du contexte politique général du pays. Le changement politique avec les élections va donner une longue prolongation au processus FRPI. |
| **Histoires de succès**  Monsieur **Kaba gambe Komwirungi Dieudonné** a été opposé aux Sieurs **Bahemuka Joji Samuel** et **Agutamba Tibenderana Patrcice**. Ces deux derniers ont échangé leurs parcelles dont l’une mesure 25/30m et l’autre 12/20m. **Monsieur Kabagambe Komwirungi** **Dieudonné** était motivé à acquérir cette dernière qui a pourtant une dimension moindre que la sienne à cause de sa situation géographique en plein centre de Boga, sur la route principale.  Il s’est fait que lors de l’entretien de la route par l’ONG Agro Action Allemande, elle avait résolu d’agrandir cette route principale pour une bonne circulation des véhicules, lequel traçage avait préjudicié Monsieur **Kabagambe Komwirungi Dieudonné** en perdant cinq (5) mètres de la parcelle échangée. Ceci a créé un conflit foncier entre ce dernier et Monsieur **Bahemuka Joji Samuel** alors que l’accord était déjà conclu. Derrière cette parcelle se trouve la parcelle de la famille TIBEDERANA représentée par le Sieur **Agutamba Tibenderana Patrcice** qui ne voulait pas que cette discussion puisse toucher même un centimètre de la sienne. Plusieurs tentatives de négociation ont été menées. Le Chef de Chefferie et l’Administrateur du Territoire ont dû eux-mêmes intervenir mais sans succès.  Grâce aux séances de sensibilisation opérées par la CFI-Commission foncière de l’Ituri, un terrain d’entente a été trouvé en ces termes :   * Monsieur **Kabagambe Komwirungi Dieudonné** a accepté de perdre les cinq mètres pour ne récupérer qu’un seul dans la parcelle de la famille TIBEDERANA ; * Monsieur **Agutamba Tibenderana Patrcice** a accepté de perdre 1 m au lieu de cinq tel que soulevé par KABAGAMBE ; * Monsieur **Bahemuka Joji Samuel** a accepté de perdre 1/25m.   Pour favoriser et restaurer un climat de paix, un compromis a été signé en présence de trois témoins, trois membres de la CFI et visé par le chef de chefferie de Bahema Boga. Par ce message de sensibilisation, ce Viel homme, âgé de plus au moins 70 ans jadis en conflit avec deux autres parties, s’est décidé de perdre volontairement une partie de sa portion de terre pour mettre fin au conflit avec son voisin, son contractant : *« Je suis tellement content de recouvrir une partie de mes droits fonciers bien que ce n’est pas tout, mais c’est un sentiment de satisfaction qui m’anime d’autant plus que ce différend foncier m’a opposé avec mes compatriotes pendant plusieurs années, c’est pourquoi j’encourage la CFI de faire autant pour les personnes vulnérables comme moi, a-t-il déclaré ».*   * Un homme répondant au nom de Issa habitant à IDOHU a été victime de violation de limite de son champ par une maman de cette contrée. Lésé dans ses droits, il est allé présenter sa situation aux ILP qui a leur tour sont allés rencontrer les autorités au niveau de la chefferie de Walesse Vonkutu pour suivre le dossier car la maman exerçait le traffic d’influence. Les ILP se sont impliquées dans le dossier et papa Issa a été remis dans ses droits. |

## Objectif Spécifique 2 : La gouvernance foncière est améliorée dans la zone d’intervention

Les résultats de la collecte des données organisée par le projet du 03 au 20 décembre 2018 démontrent que les services fonciers sont en train de s’améliorer. En outre, les données collectées par HHI démontrent que 27% des gens dont 32% d'hommes et 21 % des femmes déclarent avoir accès à la terre et aux ressources naturelles, pendant que 22 % des gens estiment être très satisfaits de la collaboration technique entre l’administration foncière et les ETDS.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 2.1 : les communautés locales y compris les peuples autochtones ont accès aux services de l'Administration foncière** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Les données collectées par HHI pour la période de Janvier à Juin 2018 démontrent que l’accès aux services de l'Administration foncière par les communautés locales y compris les peuples autochtones est faible. 16% des gens dont 14% des femmes et 19% d’hommes indiquent qu'ils ont un « bon » ou « très bon » accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais. En outre les données collectées par le projet pendant la période du 03 au 20 décembre 2018 démontrent que 22 % des gens déclarent qu’il y a une bonne amélioration des services fournis par l’administration foncière.

**Produit 2.1.1 : Les capacités institutionnelles et opérationnelles de l'Administration foncière sont renforcées.**

16 heures ont été consacrées par le projet pour la formation de 35 personnes dont 2 femmes membres des circonscriptions foncières et leaders communautaires sur la vulgarisation et diffusion de l’approche de planification foncière communautaire participative au profit des circonscriptions foncières et leaders communautaires. Cependant, les résultats post test ont démontré une amélioration des connaissances comparativement au prétest. 96% des participants dont 91% d’hommes et 100% des femmes ont pu décrire les avantages de l’approche de planification foncière participative pour la prévention des conflits fonciers dans leurs communautés. C’est une démarche qui va demander l’implication des femmes, des chefs coutumiers, des représentants membres de la société civile, des représentants des jeunes du Sud-Irumu et l’administration foncière. Au cours de cette formation, à la lumière de la présentation de la démarche PCFP, les gestionnaires des terres coutumières notamment les chefs de chefferie et leurs représentants ont reconnu que les terres étaient mal gérées à leur niveau et ont compris que la gestion des terres doit être l’apanage de tous afin de prévenir les conflits futurs.

**Produit 2.1.2 : Les Communautés locales y compris les peuples autochtones sont informés et sensibilisés sur les services de l'Administration foncière.**

Plus de 200 heures ont été consacrées par le projet à l’organisation des journées porte ouverte pour informer et sensibiliser la communauté sur le rôle et les attributions de l’administration foncière. Nous avons noté une amélioration des connaissances de la population sur le rôle et les attributions de l’administration foncière. A l’issu de l’activité, 70 ménages se sont approchés du service de cadastre pour des orientations sur la sécurisation de leurs terres.

**Produit 2.1.3 : Les droits fonciers des communautés locales y compris les peuples autochtones sont sécurisés**

Les ménages bénéficiaires des médiations foncières pourront recevoir, grâce au projet, l’appui à la sécurisation, par l’administration foncière, des terres issues des médiations foncières au cours du projet et un plaidoyer sera fait par le projet aux autorités coutumières de la ZP afin d’octroyer aux groupes vulnérables des droits fonciers.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**  Les différents chefs locaux dans la zone du Sud-Irumu sont pratiquement tous des hommes, même jusqu’au niveau des villages. Les femmes continuent à se considérer marginalisées. Dans les différentes activités organisées par les autorités locales, les femmes n’ont pas toujours été au rendez-vous. Dans la mesure où elles sont présentes, elles sont moins représentées. Dans le futur, il faudra fortement associer et impliquer les femmes dans le pilotage de certaines thématiques lors de l’organisation des activités sur le terrain. En effet, il sera appelé à envisager une stratégie adéquate dont les partenaires sur le terrain pourront servir d’alternative. |
| **Coordination**  Dans le cadre de la mise en œuvre des activités, des réunions de l’UCC ont été organisées avec les partenaires de mise en œuvre et le Secrétariat technique provincial. Le but est d’harmoniser, d’orienter la planification des activités et d’analyser certaines questions essentielles liées à la mise en œuvre.  Dans la préparation des actions sur le terrain, des réunions ont été tenues avec l’administration foncière et les chefs coutumiers. Le but était d’harmoniser les points de vue quant au besoin de sécurisation des droits fonciers des bénéficiaires après médiation foncière ou d’assurer l’accès aux droits fonciers au bénéfice des groupes marginalisés. |
| **Encrage institutionnel**  Pour assurer la pérennisation du projet, à ce stade, les autorités locales qui sont les chefs de 6 chefferies et 1 secteurs dans la zone du Sud-Irumu ont été associées à la mise en œuvre de différentes activités. Elles ont été sensibilisées à appuyer le processus de la mise en œuvre de l’approche de planification communautaire foncière participative (PCFP). L’appui majeur attendu de leur part consiste en la prise des mesures visant à associer les différentes couches de la communauté dans la gestion des terres au sein de leur chefferie : la gestion des terres de manière opaque menace la prospérité en termes d’accès à la terre pour l’ensemble des communautés vivant dans la zone. L’appropriation de certains outils de planification communautaire foncière participative constitue un élément probant de l’appropriation dans la question de gestion de terre de manière concertée par l’ensemble des communautés.  L’implication des autorités locales, du STAREC et du Gouvernement provincial permet de faciliter l’encrage institutionnel par les missions de descente conjointe pour faire la triangulation par la planification concertée et harmonisée. |
| **Questions de genre**  A ce niveau d’intervention, la question du genre a été traitée avec attention. Etant conscient que la majorité de chefs de chefferies est constituée essentiellement par des hommes, un effort a été fait pour que les femmes soient impliquées à un taux de 44 % dans les activités de sensibilisation ayant atteint 38.842 personnes. Aussi, faut-il indiquer que pendant la formation, un module sur les droits de la femme à la terre à travers les matières sur les droits de sucessions a été développé pour inciter les femmes et les hommes à en prendre conscience et laisser les femmes prendre les initiatives dans la valorisation de leurs droits dans leurs entités respectives. |
| **Leçons apprises**  Les ateliers sectoriels organisés ayant débouché sur l’identification des bonnes pratiques du processus d’acquisition des terres en milieu rural après les exposés sur les compétences institutionnelles en matière foncière dans 7 chefferies du Sud-Irumu, ont permis aux communautés d’avoir des informations nécessaires sur l’administration foncière et d’agir avec toute responsabilité sur la question de terre. |
| **Histoires de succès**  Le chef de chefferie des Andisoma, Monsieur **Jean-Gaston Herabo MANGILYO**, participant à l’atelier de diffusion de l’approche de planification communautaire foncière participative a témoigné auprès d’autres chefs coutumiers et participants en ces termes : « *il y a multiplicité des conflits fonciers dans nos zones parce que nous, chefs coutumiers, la terre est mal gérée à notre niveau, ce qui a entrainé des conflits fonciers. Je m’engage moi-même au côté d’autres chefs coutumiers du Sud-Irumu à associer la communauté dans la gestion de la terre. Cette approche PCFP est, selon moi, le plus grand outil d’appui pour éviter les conflits fonciers dans l’avenir* ». |

**Objectif Spécifique 3 : Les autorités compétentes adoptent et mettent en œuvre des mesures qui renforcent la transparence en matière d’exploitation et de gestion des ressources minières dans la zone prioritaire**

Des mesures renforçant la transparence en matière d’exploitation et de gestion des ressources minières ont été adoptées et mises en œuvre. Un comité provincial de suivi des activités minières (CPS) a été créé par l’Arrêté provincial N°01/JAPM/0113/ACB/PROGOU/P. I/2018 du 22 février 2018, portant création du comité provincial de suivi des activités minières en Ituri. Ce projet a ainsi concrètement permis de rendre le CPS Ituri opérationnel, confortant ainsi la réforme du secteur minier artisanal dans cette province. Le comité provincial de suivi des activités minières a d’ores-et-déjà installé une antenne dans le Territoire d’Irumu (comité territorial de suivi des activités minières – CTS) ainsi que deux sous-antennes (comité local de suivi des activités minière – CLS) dans les deux chefferies d’Andisoma et Walendu Bindi concernées par le projet. Cette installation a permis de domestiquer les exigences liées à la réforme du secteur minier, de superviser le respect lié aux diligences (standards) raisonnables par rapport à l’exploitation minière.

En outre, deux services techniques ont été installés dans la zone prioritaire à Andisoma et Walendu Bindi : la Division des Mines et le Service d'Assistance et d'Encadrement de l’Exploitation Minière Artisanale et à Petite Echelle (SAEMAPE). Par leurs activités, ces deux services contribueront à la mise en œuvre d’une chaine d’approvisionnement chargée des minerais non conflictuels, permettant ainsi de réduire les risques de conflit liés aux ressources naturelles. Ils ont également pour mission de lutter contre la fraude et la contrebande minière.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 3.1 : La qualité de services techniques de l’Etat en charge des mines et des autres parties prenantes est améliorée** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |  |

Les structures mises en place à savoir SAEMAPE (Service d’assistance et d’Encadrement des Mines Artisanales en Petite Echelle), la Division de mines, CTS (Comité Territorial de Suivi), CLS (Comité Locale de Suivi) et CPS (Comité Provincial de Suivi) contribuent à la réalisation d’analyses sectorielles et proposent la mise en place de mécanismes tels que la traçabilité et la certification des minerais, mécanismes nécessaires pour lutter efficacement contre l’exploitation illicite des minerais. Ces structures assurent en outre la sélection des sites miniers économiquement rentables qui peuvent ensuite être soumis à la certification dans la zone prioritaire. Le CPS favorise la participation de tous les acteurs miniers et encourage les autorités compétentes à adopter et mettre en œuvre des mesures qui améliorent la transparence en matière d’exploitation et de gestion des ressources minières. L’appui de la CPS pour la décentralisation de la division des mines et le SAEMAPE a permis l’amélioration de la qualité des services techniques des mines. En effet, ces services assistent les miniers au niveau local en appui conseil en matière d’émission des documents de base et à ramener l’exploitation dans le circuit officiel.

**Produit.3**.**1.1 : Les parties prenantes s’engagent en faveur d’une meilleure gouvernance minière**

L’engagement de parties prenantes en faveur d’une meilleure gouvernance minière est en bonne voie. Un total de 793 personnes, 8 associations d’orpailleurs, 2 associations de jeunes et 6 associations de femmes, tous travaillant dans le secteur minier, ont été consultés sur ce sujet. A l’issue de ces consultations, elles se sont engagées à participer à la réforme du secteur minier artisanal dans la zone prioritaire du projet : Ainsi, l’engagement des miniers se concrétise par l’adhésion aux coopératives minières comme exigé dans la réforme du secteur

**Produit 3.1.2 : Les compétences des services et institutions membres du comité de suivi des activités minières de la province de l'Ituri sont renforcées**

Des séances de formation pour développer les compétences des services techniques et des institutions membres du comité provincial de suivi des activités minières ont été organisées, notamment :

* Un atelier de partage d’expériences et de renforcement des compétences inter-provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri) en matière de fonctionnement des comités provinciaux de suivi des activités minières a été organisé à Bunia en Juillet 2018, regroupant des acteurs des trois provinces. Y ont pris part les autorités provinciales, la société civile, les entreprises minières, les coopératives minières et les organisations partenaires. Cet atelier a permis aux participants d’acquérir de nouvelles compétences en matière de contrôle, de gestion et de suivi des activités minières. Cet atelier est une réussite auprès de 52 participants dont 8 femmes, issus des services techniques des mines, des ministères des mines, des coopératives, de la société civile et d’autres acteurs du secteur minier. En effet, sur ces 52 participants, 24 d’entre eux (46%) avaient obtenu de mauvais résultats au pré-test précédant l’atelier (et donc 28 participants, soit 54 % avaient obtenu une mention satisfaisante). A l’issue de l’atelier, 50 participants (soit 96%) ont obtenu la mention satisfaisante.
* 2 ateliers visant à consolider les connaissances des membres des coopératives minières concernant le fonctionnement et la gestion d’une coopérative minière, les textes légaux régissant le secteur minier artisanal ainsi que la fiscalité minière ont été organisés dans les chefferies d’Andisoma et Walendu Bindi.

Ces deux formations ont permis de rendre opérationnelles les coopératives minières jusqu’à ce jour et à mobilier tous les acteurs miniers à abandonner l’exploitation illicite des minerais comme cela est visible par le regroupement des exploitants miniers en coopératives et ceci permet aux services de l’Etat de maîtriser tous les intervenants et de canaliser les recettes vers le circuit officiel.

**Produit 3.1.3 : Le cadre de concertation des acteurs miniers artisanaux est mis en place et consolidé.**

22 regroupements des exploitants miniers présidés par les Administrateurs des Foyers Miniers (AFM) ont été constitués, soit un total de 719 orpailleurs œuvrant dans 5 sites miniers se trouvant dans la zone prioritaire. Néanmoins, d’autres acteurs non identifiés opèrent dans une partie de la zone, devenue non accessible car contrôlée par des éléments de la Force de Résistance Patriotique de l’Ituri (FRPI). Selon les données récoltées afin de renseigner l’indicateur 3.1.3.b, 56 % des acteurs artisanaux miniers, dont 40% d’hommes et 16% des femmes, déclarent avoir été formés sur le fonctionnement du secteur minier. Après l’atelier de partage d’expériences et de renforcement des compétences inter-provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri) en matière de fonctionnement des comités provinciaux de suivi des activités minières en juillet 2018, , un dispositif collaboratif a été mis en place par les trois provinces : il s’agit d’un cadre d’échange entre les trois gouverneurs des provinces concernées pour la gestion des questions minières trans-provinciales. Ce cadre a tenu une réunion en novembre en préparation du forum sur les minerais qui a eu lieu à Kolwezi.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 3.2 : Les coopératives minières sont créées, opérationnelles et renforcées dans la ZP** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |  |

Deux coopératives minières (COOMIKI et CKOKP) sont opérationnelles dans la zone prioritaire du projet à Walendu Bindi et Andisoma. 40,48 % des acteurs artisanaux miniers, dont 26,04% d’hommes et 14,44% des femmes, déclarent avoir été formés en matière de gestion des coopératives minières et de fonctionnement du secteur minier. Le développement des activités permettra aux bénéficiaires de travailler en groupe et d’augmenter la production minière.

XXXX

**Produit 3.2.1 : Les associations et regroupements des exploitants miniers sont constitués en coopératives**

Les associations et regroupements des exploitants miniers sont désormais constitués en coopératives. Ainsi, les exploitants miniers peuvent exercer un contrôle sur le fonctionnement du secteur minier artisanal, ce qui, *in fine*, permettra d’augmenter les revenus des différents acteurs.

27% des exploitants artisanaux indépendants ont adhéré à l'idée de créer d’autres coopératives minières, à l’instar de 2 coopératives qui existent déjà dans la zone du projet. Ces regroupements permettront au gouvernement d’assurer une meilleure traçabilité des recettes des ventes de minerais et d’acheminer les minerais à travers un circuit légal afin d’exercer les contrôles nécessaires et de générer des statiques de production et d’exportation. Ceci a permis la proximité des services de l’Etat qui donne un appui conseil au secteur minier et qui donne appui conseil au minier, supervise la mise en œuvre des réformes minières, …. comme dit ci-haut.

**Produit 3.2.2 : Les compétences des coopératives minières sont renforcées**

Les 22 regroupements des exploitants miniers mentionnés plus haut, dont les 2 coopératives, disposent d’une personnalité juridique validée par le ministre national des mines par son arrêté Ministériel numéro 0338 portant Agrément au titre de Coopérative Minière KONJI OBI KOSI PKANGA.[CKOKP] en sigle ayant son siège sociale à Bavi dans la chefferie de Walendu-bindi.

En outre, les membres de ces coopératives ont été formés sur le fonctionnement et la bonne gestion des coopératives, sur les textes légaux et la fiscalité minière, et sur la rédaction des textes de base d’une coopérative minière.

**Produit 3.2.3 : Une chaine d’approvisionnement pilote de traçabilité de l’or est mise en œuvre dans la zone du projet**

Le recueil de données indique qu’aucun site minier n’a encore été certifié dans la zone du projet. Une première mission d’évaluation SALT (Sécurité, Accessibilité, Légalité et Traçabilité) a été diligentée et la certification des sites miniers sera renseignée lors du prochain rapport périodique.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 3.3 : Des activités alternatives génératrices de revenus sont créées autour des sites miniers.** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Les données nécessaires pour démontrer le progrès réalisé dans le domaine de la création d’activités alternatives dans la zone seront recueillies au mois d’avril 2019. Le processus de sélection d’un partenaire pour la mise en œuvre de ces activités alternatives est en cours de finalisation.

**Produit 3.3.1 : Les regroupements des activités économiques autour des sites miniers sont encouragés**

Les activités d’appui au regroupement des activités économiques autour des sites miniers sont planifiés à partir du mois de mars 2019.

**Produit 3.3.2 : Des AGR pilotes sont initiées en faveur des associations de petits opérateurs vulnérables**

Des activités pour créer des AGR pilotes pour inciter des femmes et des jeunes à se regrouper en association autour des sites miniers d’orpaillages sont planifiées à partir du mois de mars 2019.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**  L’insécurité permanente dans la zone concernée résulte d’actions de miliciens de la Force de Résistance Patriotique de l’Ituri (FRPI), très présents en chefferie de Walendu Bindi. Des incursions à répétition dans les villages et les centres commerciaux, ainsi que des barrages sur les routes, ont été signalées à diverses reprises. Des actions de coordination en faveur du dialogue démocratique et de la démobilisation des ex-combattants peuvent être mises en œuvre pour répondre à ces enjeux.  L’implication de certains hauts responsables étatiques dans l’exploitation de l’or en Irumu pourrait être un frein à la mise en place de chaines d’approvisionnement responsables. Un travail de sensibilisation et de plaidoyer devra être engagé afin que tous les acteurs miniers, et l’ensemble du circuit relatif à l’exploitation et au commerce en Ituri, soient intégrés progressivement dans une chaine d’approvisionnement responsable et transparente.    Compte tenu de la situation sécuritaire toujours volatile dans les sites miniers, le projet envisage de transférer certaines activités à une ONG locale. Il est crucial de renforcer la coordination avec les activités de démobilisation des ex-combattants et les dialogues communautaires démocratiques. |
| **Coordination**  Le Ministère provincial des mines, la division de mines et le SAEMAPE sont associés à toutes les activités de terrain afin d’être au fait de la situation et de s’approprier le concept et les activités du projet. |
| **Ancrage institutionnel**  La collaboration avec le ministère de mines, le SAEMAPE et la Division provinciale de mines a facilité la création et la prise de fonction des membres du CPS ainsi que leur installation en Ituri. Une sous-commission a été chargée de la rédaction du règlement intérieur. A cela s’ajoute :   * L’implication de l’autorité provinciale à travers la signature de l’arrêté provincial portant mis en place du CPS ; * La signature de l’engagement « compact » par l’autorité provinciale ; * La signature du protocole d’accord des coopératives minières avec le titulaire de droit minier ; * L’obtention de l’agrément des coopératives minières dans la zone du projet. |
| **Questions de genre**  Lors de la mission d’identification des sites miniers et des exercices de sensibilisation des exploitants miniers artisanaux, 107 femmes ont été approchées pour évoquer l’intérêt de se regrouper en coopérative minière. Deux catégories de femmes ont été identifiées : les femmes qui préparent la nourriture pour les orpailleurs (communément appellent S4), prises en charge par l’exploitant minier, et les femmes qui sont des opératrices économiques gérantes de restaurants ou de magasins de produits de première nécessité. Cette approche a été rendue possible :   * Pendant les activités de sensibilisation, mobilisation, participations dans les réunions, ateliers et formations des bénéficiaires ; * Par la prise en compte de genre lors de l’identification et sélection des bénéficiaires ; * Par le respect du genre dans le processus de participation des hommes et femmes dans les activités ; * Par les rôles et les responsabilités qu’ont joués les femmes et les hommes lors des activités des formations et sensibilisation dans la zone du projet. |
| **Leçons apprises**  L’implication en amont des autorités et parties prenantes dans l’élaboration des concepts et des activités reste un levier essentiel pour atteindre les objectifs du projet. En effet, cela favorise des échanges constructifs sur les modalités de prise de décisions communes. Cela permet également de passer en revue l’ensemble des problèmes qui ne peuvent être résolus dans le cadre du projet. |
| **Histoires de succès**   * Mr GOTABO, Président de la société civile d’IRUMU basée à Nyakunde/Marabo a témoigné : « *Vous me trouvez en train de sortir d’une réunion du CTS Irumu où nous gérions un cas d’incident grave de vol d’or des chinois dans le chantier a TALOLO. Le soir quand les Chinois rentaient avec de l’or, en court de chemin des bandits cagoulés sont sortie de la forêt et ont commencé à intimider les intimider jusqu’à ravir l’or. Les militaires FARDC se sont livrés à des arrestations arbitraires des creuseurs qui ne savaient rien du tout de l’incident, leur imputant qu’ils sont auteurs du braquage. Pendant la réunion du CTS, les membres ont exigé la libération immédiate de ces creuseurs arrêtés par les FARDC, ainsi c’était fait ».* * En date du 11 Ferrier 2019, madame l’Administratrice de territoire d’Irumu et présidente du CTS Irumu, a témoignée, je cite : « *Nous nous inspirons déjà du travail du CTS par la gestion d’incidents qui surviennent ici ; le dernier cas est survenu à Nyakunde dans les sites miniers où les Chinois travaillent avec la coopérative KINAMA. Ils ont été braqués par des bandits armés et, l’or produit ce jour-là a été emporté ; j’ai appelé tous les membres du CTS Irumu pour partager l’information et gérer cet incident en impliquant toutes les parties membres du CTS Irumu. Aussi ai-je impliqué les membres du CLS Andisoma. A l’issue de ces réunions, une enquête a été diligentée par les membres du CTS et, aujourd’hui, les traces pouvant conduire aux suspects sont bien suivies par les enquêteurs. On espère bien que les suspects soient identifiés et l’or restituer aux propriétaires. Le CTS nous aide maintenant à mobiliser tous les intervenants miniers et à maitriser le circuit minier »*. |

**Objectif Spécifique 4 : La Gouvernance locale est améliorée**

La collecte des données organisée par le projet au courant du mois de décembre 2018 démontre que la gouvernance locale s’améliore progressivement. En outre 35 autorités des ETD, (Chefs des ETDS, SECAD, Receveurs Comptables, les préposés d’Etat civil, Responsables de services Genre, Commandant de PNC et FARDC) et 7 autorités provinciales ( Gouverneur de Province, Ministres de l’Intérieur, Ministre du Plan, conseiller du Gouverneur en charge du Plan, Conseillé Technique au Ministère du Plan, Conseiller Technique au Ministère de l’Intérieur, le Chef de Division du Plan) sont impliquées activement dans la planification et la supervision des activités de la Gouvernance locale.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 4.1 : Performance améliorée des agents de l’Etat dans la fourniture de services (dans les services-clefs identifiés dans les plans locaux).** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

La Performance des agents de l’Etat dans la fourniture de services est en train de s’améliorer, cependant 34% des gens dont 38% d'hommes et 30% des femmes sont « d’accord » que les agents étatiques traitent leurs cas rapidement et efficacement. En outre, 30% autres des gens dont 23 % femmes et 36 % hommes- sont d’accord que « [Les agents étatiques] traitent tous les groupes ethniques de la même manière. En effet, lors du diagnostic au début du projet, il s’était constaté le manque d’outils ou de matériel informatique pouvant faciliter les services administratifs. L’appui apporté aux ETD grâce au projet l’a permis.

**Produit 4.1.1 : les réponses aux enjeux de gouvernance sont identifiées et apportées**

Les données collectées par le Projet démontrent que les réponses aux enjeux de gouvernance ont été identifiées à travers le processus d’élaboration de PDL dans chaque ETD. En fait, les réponses aux enjeux identifiés sont apportées progressivement par les Animateurs des ETDs..

Durant la période de rapportage, on a noté (6 actions initiées par les autorités des 5 ETDs à titre de réponses aux enjeux de la gouvernance, notamment, la construction en cours d’une salle de réunion au niveau de la base (ex. Tchabi), la mission d’itinérance initiée par les autorités locales de Gety à travers leur juridiction incluse dans la Zone du Projet, la dénonciation de l’exploitation illicite des bois par les officiers Militaires(ex. Boga), la tenue de réunion communautaire à Kasenyi dans le souci de rendre effectif le cadre de concertation local et le principe de redevabilité, la réorganisation de l’administration locale en Chefferie des Bahema Mitego en comblant les vides dans le poste de receveur-comptable et de la responsable de service de genre..).

**Produit 4.1.2 : Les plans locaux de paix et de développement sont mis en place**

Les plans locaux de paix et de développement sont maintenant mis en place ; 5 Plans locaux de paix et de développement sont élaborés, à raison d’un plan par ETD prioritaire tel que prévu par le projet. Les ETD concernées par ces plans sont les suivantes : Bahema Boga, Bahema Mitego, Bahema Sud, Banyari Tchabi et Walendu Bindi. Le processus d’élaboration de ces plans avait impliqué toutes les couches sociales dans chaque ETD en présence des représentants des communautés respectives. Ce qui a partagé la responsabilité entre les autorités et les citoyens pour une bonne appropriation desdits outils de planification locale. En effet, il sied de souligner que ces PDL ont relevé, par ETD, les priorités des hommes et des femmes.

Evidemment, le niveau de prise en compte des besoins des citoyens et des citoyennes compris dans ces plans locaux de paix et de développement fera objet de suivi de la mise en œuvre de ces Plans Locaux de Paix et de Développement qui constituent désormais des outils importants pour guider les actions des autorités locales, des populations et celles des partenaires potentiels.

**Produit 4.1.3 : Les connaissances des autorités et les animateurs des structures citoyennes à la base sont renforcées**

Les connaissances des autorités et des animateurs des structures citoyennes à la base sont de plus en plus renforcées entre autres sur les thématiques ci-après : la culture fiscale (les impôts et les taxes), et la gestion des recettes des impôts. 168 heures ont été consacrées au renforcement de capacité de 26 autorités des ETD et 50 membres de CLPD dont 11 femmes et 65 hommes. Le niveau de connaissance sur la culture fiscale s’est sensiblement amélioré lors du post test, 90% des participants ont eu une note très bonne dont 80% des femmes ont eu une note très bonne contre 45% constaté lors de pré-test au début de la formation.

**Produit 4.1.4 : Les mécanismes de concertation entre ETD, autorités provinciales et la population sont opérationnels**

Les résultats de notre collecte des données démontrent que les mécanismes de concertation entre ETD, autorités des ETD et la population sont maintenant opérationnels et se renforcent de plus en plus. Les 26 comités locaux de paix et de développement mis en place dans la période précédente c’est-à-dire au premier trimestre de la mise en œuvre du projet sont opérationnels.

Au cours d’une mission de 13 jours à travers les 7 ETD pour la création d’un cadre de concertation au niveau local, 260 participants membres de CLPD et de la société civile, dont 78 femmes ont été formés sur les techniques de monitoring et d’analyse sociale des problèmes. Ils ont été appuyés en outils de monitoring des incidents liés à la gouvernance (faits sécuritaires, gestion des ressources publiques ou violations des droits humains). 1 (un) Comité mixte de cadre de concertation a été mis en place dans chaque ETD pour conduire cette activité mensuellement.

Par ailleurs, il a été impossible de collecter d’autres données sur les plates formes de 5 ETD prioritaires suite à l’incident sécuritaire malheureux dont le Chargé de suivi de la Caritas et ses collègues ont été victimes. Ceci a justifié l’absence de données pouvant renseigner un certain nombre d’indicateurs notamment par rapport à l’inclusivité, l’apprentissage, la bonne foi, l’habilitation.

**Produit 4.1.5 : Les communications sur les devoirs et droits des citoyens sont assurées**

375 dépliants ont été produits ; 270 dépliants sont déjà distribués aux bénéficiaires du projet. Notamment : 70 dépliants ont été remis aux membres des CLPD en raison de 10 par Coordination des CLPD au niveau des ETD, 50 exemplaires remis dans l’atelier de la validation des Plans de Développement Locaux et 50 copies lors de la cérémonie d’endossement de ces Plans de Développement Locaux. 100 autres dépliants ont été distribués lors de la revue annuelle du projet. Ainsi, 188 dépliants distribués aux hommes et 187 aux femmes.

En outre 150 calendriers (au lieu des affiches) ont été produits tandis que 125 ont été distribués aux ETD et CLPD ;

De cette manière, les informations sur le projet et les communications sur les devoirs et droits des citoyens sont diffusés.

Ces informations ont spécifiquement porté sur les réalisations du projet dans le cadre de gouvernance locale et la cohésion sociale dans le but d’informer les bénéficiaires sur l’évolution du projet (OS4 et OS6) en instant sur le droit à la participation et le devoir fiscal.

Cette sensibilisation a permis aux bénéficiaires de bien distinguer les objectifs spécifiques poursuivis par Caritas dans le projet Pamoja Kwa Amani et de s’engager dans le contrôle citoyen par rapport à la gestion de l’ETD.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**  A partir de cette année 2019, il y a eu faible capacité des ETD dans la mobilisation des recettes fiscales en vue d’une mise en œuvre effective des PDL. Comme mesure de mitigation, la Caritas Bunia procèdera à l’accompagnement des ETD et la sensibilisation des populations contribuables ou assujetties pour le paiement des taxes et impôts.  La disparité dans les types d’appui prévus par le projet PKA crée de frustration entre les ETD dites « Prioritaires » et celles considérées « Non Prioritaires » (Ex. Accompagnement de quelques ETD en élaboration de PDL, Appui de quelques ETD en Equipements informatiques…). Concernant la disparité dans les types d’appui offerts aux ETD, la Caritas Développement a intensifié la communication avec les communautés de base en général et celles des ETD dites « Non prioritaires. Une autre mesure sera de mobiliser les fonds pour doter également les Chefferies d’Andisoma et des Walese Vonkutu de PDL.  La mise en œuvre et la réussite du projet dans le sud-Irumu est fonction de l’amélioration de la sécurité. Pour ce, les PMO du Consortium devront actualiser leur Plan de sécurité ou de contingence. |
| **Coordination**  D’une manière globale, la coordination reste efficace. Son implication dans la recherche des solutions aux préoccupations des partenaires est manifeste. La tenue des réunions de coordination aux échéances prévues, l’organisation des réunions ponctuelles et d’harmonisation des approches entre les partenaires de mise en œuvre (les membres du consortium), |
| **Encrage institutionnel**  Une bonne collaboration avec, d’une part, les autorités du gouvernement provincial de l’Ituri à travers les Ministères de plan, Budget et portefeuille, celui de l’intérieur, du développement rural, agriculture, pêche et élevage, du genre et infrastructures et, d’autre part, avec l’administration du territoire nous ont permis de doter les cinq (5) ETD des plans locaux de développement.  Le suivi de la mise en œuvre du PLD et du Budget Participatif au niveau des ETD par la coordination de Caritas Bunia et toutes les parties prenantes favorise le développement des ETD.  Donc, cet ancrage consiste à impliquer la population dans la prise de décision à travers la participation à l’élaboration de budget de l’entité (Budget participatif) et à renforcer la collaboration avec les autorités et les citoyens. |
| **Questions de genre**  Pour l’adoption de PDL le taux de participation de la femme a été de 27 % sur le total des personnes ayant participé aux activités (préparation de la planification locale, organisation du diagnostic participatif, la formulation et l’élaboration du PDL/PIL/PAI) soit 75 participants dont 20 femmes et 55 hommes. Ce taux reste faible car la femme accède difficilement dans l’Administration locale des Entités coutumières.  En outre, les priorités des femmes sont prises en compte dans tous les 5 PDL en termes de sécurité/protection, autonomisation des femmes et de leur participation dans l’exercice de pouvoir local.  En termes de budget sensible au genre, les activités relatives à cet objectif spécifique 4 ont absorbé, ce semestre, 16 289 USD en faveur de 177 bénéficiaires dont 33 femmes soit 18,64%. |
| **Leçons apprises**  Au terme de ce semestre de la mise en œuvre, nous retenons les leçons suivantes :  La collaboration avec l’autorité provinciale permet d’améliorer les résultats du projet PKA. C’est l’exemple de l’adoption et l’endossement des PDL avec l’appui du STAREC, le Ministère du Plan et la Division du Plan ;  L’implication des autorités coutumières, les autorités politico- administratives (au niveau local, territorial et provincial) accroît l’engagement des parties prenantes. ;  La mise en œuvre du plan de développement local et l’éveil de la conscience accroissent l’engagement des dirigés et la redevabilité des dirigeants des ETD ;  L’intensification de la communication avec la base et au sein du Consortium permet de réduire les risques sécuritaires lors d’exécution de la mise en œuvre des activités. |
| **Histoires de succès**  La Caritas Bunia a procédé à la création des cadres de concertation dans les ETD du 18 au 31/07/2018. A kasenyi, en pleine séance, Monsieur Deogratias ABAINGI RUSOKE, le Feu Chef du Secteur BAHEMA SUD disait :  *« … Le projet Pamoja Kwa Amani nous apprend tant de notions sur la gouvernance. Pour moi, il est idéal que les Chefs des ETD soient entourés des leaders communautaires notamment les femmes et les jeunes pour discuter ensemble du développement de leur entité. Cette manière donne la force au pouvoir local et accroit la participation des citoyens et citoyennes au niveau de la base… »*  Au cours de la cérémonie d’endossement des PDL à l’Hôtel de la Province en date du 12 septembre 2018, avant de passer les PDL à Madame l’Administrateur du Territoire d’Irumu pour la remise aux Chefs des ETD concernées, le Gouverneur par intérim a insisté :  *« … Nous félicitons le travail de la Caritas Bunia dans le cadre du Projet Pamoja Kwa Amani. Nous espérons que les Entités Territoriales Décentralisées du Sud-Irumu en l’occurrence Bahema Sud, Bahema Boga, Bahema Mitego, Walendu Bindi et Baniari Tchabi utiliseront les PDL comme véritables outils et guides de développement au niveau local… ».* |

**Objectif Spécifique 5 : Le renforcement de la gouvernance sécuritaire ainsi que de la collaboration et de la redevabilité entre les autorités en charge de la sécurité et les populations permet de réduire les risques sécuritaires et de protection auxquels les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants sont exposés**

Le renforcement de la gouvernance sécuritaire ainsi que de la collaboration et de la redevabilité entre les autorités en charge de la sécurité et les populations permettent maintenant de réduire les risques sécuritaires et de protection auxquels les femmes, les hommes, les jeunes et les enfants sont exposés. Cependant 52 % des personnes interrogées lors de la collecte des données par HHI dont 51 % des femmes et 53 % d’hommes (là où sont déployées les FARDC/PNC) rapportent faire confiance aux FARDC/PNC pour la garantie de la sécurité dans les environs.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 5.1 : Le rapprochement et la collaboration entre les femmes, filles, garçons et hommes et les forces de sécurité sont améliorés** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Le rapprochement et la collaboration entre les femmes, filles, garçons et hommes et les forces de sécurité sont améliorés graduellement, cependant 52 % des personnes interrogées lors de la collecte des données par HHI au premier semestre 2018 dont 51 % des femmes et 53 % d’hommes (là où sont déployées les FARDC/PNC) rapportent faire confiance aux FARDC/PNC pour la garantie de la sécurité dans les environs. Ces données sont légèrement bas que ceux collectées au courant du deuxième trimestre 2017 qui démontrent que 61 % des personnes interrogées dont 59% des femmes et 62 % d'hommes de là où sont déployées les FARDC font confiance aux FARDC pour assurer la sûreté de leur quartier ou village. En outre les initiatives de concertation et de dialogue entre les autorités de services de sécurité et la population ont été mises en place par le projet avec les outils : cinéma mobile et activités culturelles de rapprochement communautaire. De par leur nature, ces activités permettent de mobiliser des masses de personnes en conflit autour des sujets qui les divisent afin de briser la glace et déclencher des points de dialogue franche sur les problèmes qui ont créé de la méfiance entre eux.

**Produit 5.1.1 : Les initiatives de concertation et de dialogue entre les autorités de services de sécurité et la population sont mises en place**

Les données collectés par HHI pendant le premier semestre de l’Année 2018 démontrent que 89% des personnes interrogées dont 90% de femmes et 88 % d'hommes indiquent que des personnes dans leur communauté participent 'parfois' ou 'souvent' à des activités culturelles ou à des cérémonies avec des membres d'autres communautés , ce qui démontre une légère amélioration des données collectées au second semestre de l’année 2018, dont 87% des personnes interrogées dont 92 % de femmes et 83 % d'hommes indiquent que des personnes dans leur communauté participent 'parfois' ou 'souvent' à des activités culturelles ou à des cérémonies avec des membres d'autres communautés. En outre, un match de football entre les unités de la police (PNC) et les jeunes garçons de la communauté de Bahema-Sud, deux travaux communautaires entre les jeunes filles, garçons, hommes et femmes de la communauté de Boga et Gety —ont été réalisées dans lescommunautés des Bahema-Sud, Bahema-Boga et Walendu-Bindi. Y ont participées les unités de la PNC affectées dans cette zone, les membres de la société civile (jeunes filles et garçons), les militaires Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et les leaders locaux.

Ces activités ont été réalisées autour des thématiques suivantes :

* La sensibilisation des jeunes à la collaboration avec ces services des FARDC et PNC ;
* La dénonciation des incursions des Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et toutes personnes qui collaborent avec eux ;
* Comment les forces de sécurité peuvent participer au développement de la communauté ;
* Comment limiter les cas d’arrestation arbitraires et toute forme de tracasserie de la population dans la communauté par les acteurs de sécurité ?
* La lenteur des FARDC lors de leurs interventions en cas d’attaques FRPI ;

Ces activités ont donné des possibilités pour les civils et acteurs de sécurité de dialoguer autour des thématiques citées ci-haut et faciliter la compréhension de la communauté sur les questions sensibles de la sécurité. Elles ont en outre connu la participation de 68.6% d’hommes et 31,4% des femmes. Le tableau ci-dessous donne en détail la partition par catégorie et par zone d’implémentation.

**Tableau I : Répartition démographique des participants aux ateliers d’identification**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégories des participants** | **Kasenyi** | | **Gety** | | **Boga** | |
| **Homme** | **Femme** | **Homme** | **Femme** | **Homme** | **Femme** |
| Leaders communautaires et membres du CLSP | 45 | 13 | 25 | 7 | 53 | 22 |
| Policies | 52 | 9 | 13 | 0 | 8 | 0 |
| Jeunesse et société civile/Communauté | 310 | 93 | 253 | 42 | 356 | 73 |
| FARDC | 456 | 04 | 243 | 0 | 156 | 4 |
| **Total** | **863** | **119** | **531** | **49** | **673** | **99** |

Il faut noter qu’il y a une bonne progression de la participation de la femme dans les diverses activités contrairement à la période précédente et même au début du projet. Toutefois, les efforts restent à consentir pour une participation équilibrée pour les civils sauf les chefs coutumiers qui sont tous hommes, contrairement aux acteurs de sécurité comme la PNC et les FARDC dont les statistiques démontrent un pourcentage de 9 % de policiers dans toute la province comme le souligne également OIM dans le produit 5.2.3, paragraphe 3 ci-dessous.

**Produit 5.1.2 : Les plans locaux de sécurité élaborés et révisés**

Les CLSP sont des cadres de concertation et de collaboration sur la gouvernance sécuritaire réunissant les populations civiles, les autorités politiques administratives et les forces de sécurité. Leur but est de rechercher des solutions globales et durables aux problèmes de sécurité, de tranquillité et de salubrité publique dans le ressort de chacune des entités territoriales décentralisées[[1]](#footnote-1).

L’implication du Ministère provincial de l’Intérieur a facilité l’obtention de **trois plans sur les quatre prévus,** restitués et validés après leur élaborationsur base des diagnostics sécuritaires participatifs dans le secteur de Bahema-Sud, dans les Chefferies des Bahema-Boga et Walendu-Bindi. Le plan local de sécurité est un document administratif qui détaille les problèmes et les priorités sécuritaires dans chacune des Entités Administratives Décentralisées (ETD). Les processus de son élaboration et de sa révision contribuent à l’amélioration de la gouvernance sécuritaire notamment à la compréhension des rôles et responsabilités de chacun, de la problématique sécuritaire de chaque entité administrative : 89% des membres du CLSP dont 15% femmes et 74% hommes se disent satisfaits du processus d’élaboration du plan local de sécurité et de son contenu. Leur contribution est à reconnaître au niveau de l’obtention du document qui retrace les menaces sécuritaires au niveau local, comme prévu dans le plan local de sécurité pour chaque entité territoriale décentralisée. La mise en œuvre et le suivi du plan local de sécurité, bien que les moyens soient limités, sont fait par eux.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 5.2 : La qualité des services de sécurité est améliorée conformément à leur mission et répond aux besoins exprimés par les femmes, filles, garçons et hommes** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

La qualité des services de sécurité est maintenant améliorée conformément à leur mission et répond aux besoins exprimés par les femmes, filles, garçons et hommes. En outre, sur le total des personnes enquêtées dans le sud Irumu, seulement 19% dont 12 % des femmes et 7% d’hommes rapportent que la présence des militaires/policiers leur cause une sensation d’insécurité. Aussi, 12 % des personnes interrogées dont 5% des femmes et 18% hommes rapportent avoir été victimes de mauvaise conduite de la part des FARDC au cours de l’année écoulée dans le Sud Irumu. Cependant, il faut indiquer qu’il y a des mesures prises par les FARDC notamment la recherche des auteurs, leur arrestation et les poursuites judiciaires s’il y a lieu. Toutefois, tous les dossiers n’aboutissent pas aux poursuites judiciaires suite aux moyens limités des FARDC mais aussi l’éloignement de la Justice, aucun tribunal de paix n’existant pas dans le Territoire d’Irumu.

**Produit 5.2.1 : La compréhension des forces de sécurité sur la protection, droits de l’homme, et le bon comportement est accrue.**

Avec la mise en place et la redynamisation des Comités de Base au sein des unités FARDC (2 comités) et PNC (1 comité) pendant le semestre précédent, la formation de leurs membres par SFCG sur les notions de droits de l’homme, la protection de la population et la gestion de conflit, ils ont tenu 72 séances de sensibilisations en faveur des élements des FARDC et de la PNC. Ces sensibilisations ont fait que la compréhension des forces de sécurité sur la protection, les droits de l’homme, et le bon comportement est maintenant accrue. Aussi, il se remarque un bon comportement et collaboration entre la population et les acteurs de sécurités dans les zones où ces comités sont installés (à Gety, Boga et Kasenyi) que dans d’autres entités comme Bavi Olongwa, Chekele, ….

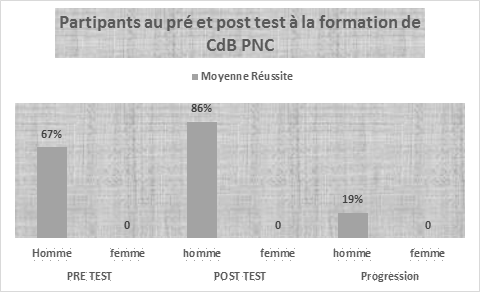
**Formation du comité de base**

Les formations au sein des unités FARDC étant déjà réalisée au cours du semestre précédent, celle des unités de la Police Nationale Congolaise (PNC) affectées dans la chefferie de Bahema-Sud est réalisée au cours de ce semestre. Les éléments des unités de la police lacustre, territorial et de la police des frontières se sont vus décernés, avec le concours de la cellule réforme de la PNC en Ituri, une formation sur la nouvelle vision de la police, la transformation des conflits, la manipulation des outils de sensibilisation, la lutte contre l’impunité et le respect des droits de l’homme.

Le graphique suivant montre les tendances des résultats issus de l’exercice pré et post test des membres du comité lors de la formation.

Il est remarqué qu’aucune femme n’a participé à cette formationétant donné qu’aucune femme n’est affectée au sein du comité des sensibilisateurs (CdB PNC) dans cette zone. D’après les responsables hiérarchiques des unités de la PNC déployées dans le secteur de Bahema Sud, les quelques femmes affectées dans ces unités ont un niveau d’éducation limité ne leur permettant pas de participer de façon productive aux formations. De plus, il n’y a également pas de femmes-officiers. Bien que la participation féminine soit absente, les thématiques sur le genre ont été abordées lors de cette formation, tels que la protection des femmes, famille et enfants lors des interventions ou opérations réalisées par les acteurs de sécurité, la lutte contre les viol et violences sexuelle au sein des unités PNC, la séparation des hommes et des femmes dans les prisons et cachots. Toutefois, nous notons une amélioration considérable des connaissances des participants, avec une augmentation moyenne de **17 points** (soit de **67%** pour le pré test et **86%** au post test).

**Graphique 3 :** Scores obtenus des participants à la formation de CdB PNC



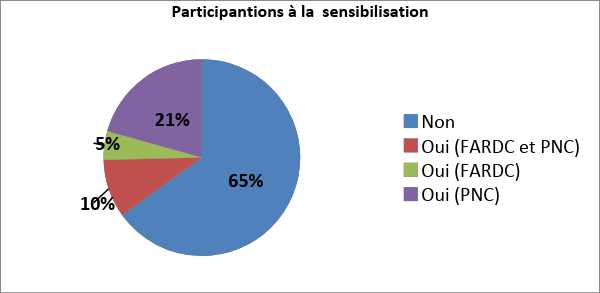
Comparés aux unités de police dans d’autres zones comme le secteur de Bahema-Boga et Walendu-Bindi, celles affectées dans le secteur de Bahema-Sud se distinguent positivement sur leur mode de prestation et prévention des incidents sécuritaires dans la zone. En effet, les cas de violation des droits humains sont moins fréquents dans le Bahema-Sud[[2]](#footnote-2). Afin de renforcer l’éthique et la déontologie professionnelle des FARDC et PNC affectés dans les zones de mise en œuvre du projet, l’équipe de sensibilisateurs (26 éléments dont 17 pour les FARDC et 09 pour la PNC) a pour rôle de rappeler leurs paires sur divers sujets relatifs à l’éthique et à la déontologie professionnelle. Il s’agit spécifiquement des sensibilisations sur la gestion des conflits, le respect des Droits de l'Homme et la protection de l’enfant, la prise en compte du genre lors des interventions des forces de l’ordre, le droit international humanitaire, la protection de l’environnement et la lutte contre l’impunité.

**Trois comités sur le quatre prévus** sont fonctionnels (dont deux pour les FARDC et un pour la PNC) et ont atteint un total de 72 séances de sensibilisation, incluant 24 au sein des unités de la PNC et 48 pour les FARDC.

Selon les témoignages reçus de la part de la société civile, du chef de chefferie et du curé de la paroisse de Gety, les sensibilisations ont contribué à une réduction de l’implication des forces de l’ordre dans les cas de violations des droits humains. Les zones concernées sont principalement :

* Dans le secteur de Bahema-Sud : Kasenyi, Beziya, Campa Mushanga, Mugumba et pêcheurs ;
* Dans la chefferie de Walendu-Bindi à Gety état et mission, groupement de Zitono, Karachi ; et
* Dans la chefferie de Bahema-Boga : cité de Boga, Tchabi, Zunguruka et Mitego.

Toutefois, on a noté un faible taux de participation des unités FARDC et PNC aux séances de sensibilisation. Sur un total de 63 personnes consultées lors de l’évaluation, 65% disent n’avoir jamais participé aux séances de sensibilisation organisées au sein de leurs unités, 5% des FARDC et 21% de la PNC disent avoir déjà participé aux séances de sensibilisation avec un total de 9% FARDC et PNC qui ont déjà participé aux sensibilisations dans leurs unités. Ce faible taux de participation des FARDC aux séances de sensibilisation est justifié par le fait qu’un bon nombre des FARDC affectés dans ces entités administratives (Bahema-Sud, Bahema-Boga et Walendu-Bindi), sont souvent à des positions militaires éloignées de la population avec une relève hebdomadaire ou mensuelle. En plus, les sensibilisations sont réalisées surtout aux états-major des commandement militaires et policiers avec des éléments présents non encore affectés à des positions. Néanmoins, la solution pour remédier à cette situation est déjà mise en place, celle d’affecter les moniteurs (superviseurs de l’ONG partenaire Justice Plus) dans chaque entité, qui y seront de manière permanente, se chargeront de suivre chaque séance de sensibilisation et adapteront leur calendrier de sensibilisation suivant la présence élevée des éléments FARDC à leur bureau de commandement.



**Graphique 4 :** Proportion des des FARDC et PNC ayant participé aux sensibilisations

Bien que le taux de participation des FARDC et PNC aux séances de sensibilisation soit moins élevé, il est par ailleurs important de signaler que les acteurs de sécurité ayant déjà participé aux séances de sensibilisation font preuve d’un comportement positif au sein de la communauté avec une réduction importante de violence ; comparativement aux zones où les activités de sensibilisation ne sont pas réalisées auprès des unités FARDC et PNC, comme celles de Bukiringi, Bavi-Boloma, Shekele, qui connaissent plus de violations de droits humains. Ceci explique que les forces de l’ordre y sont plus souvent citées comme étant des bourreaux, selon le coordonnateur de la société civile de Walendu-Bindi lors de diagnostic sécuritaire du mois d Novembre 2018 à Gety.

**Produit 5.2.2** : **Les plans de sécurité sont mis en œuvre par les autorités politiques, forces de sécurité et populations civiles (0/4)**

La mise en œuvre des plans locaux de sécurité par ces acteurs, ne serait effective qu’au cours du semestre prochain. **Trois sur les quatre plans locaux de sécurité prévus** sont déjà élaborés et cette étape étant une condition préalable pour le déclenchement des autres processus. La planification de la sélection des projets locaux de sécurité qui facilitera la mise en œuvre des plans déjà élaborés est déjà en cours. Nous attendons seulement l’approbation du Ministre de tutelle pour sa mise en œuvre.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Produit 5.2.3 : les moyens opérationnels nécessaires à la police de proximité sont assurés** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

Durant la période couverte par le présent rapport, des équipements à destination de la Police National Congolaise (PNC), nécessaires au bon accomplissement de ses missions ont été achetés. Il s’agit notamment de moyens de transport, dont un véhicule neuf land cruiser Pickup 4X4 et 6 motos Mark TVS. Ces équipements seront remis lors du déploiement effectif des policiers formés à Burasi.

La construction du commissariat à Burasi est en cours : 70% des travaux ont été réalisés et l’ensemble devrait être terminé au début du mois de mars 2019. Le plan du bâtiment tel qu’approuvé permettra notamment d’accueillir du public dans des meilleures conditions, de protéger les droits des personnes détenues et, plus généralement, de permettre aux policiers de travailler dans un environnement et dans des conditions appropriées.

Pour faciliter le déploiement des policiers, et après concertation avec la PNC tant au niveau national que provincial, il a été proposé par la PNC et l’IOM de construire un campement temporaire qui sera utilisé pour héberger les policiers au moment de leur déploiement, le temps qu’ils trouvent des logements dans la localité. Ce campement temporaire pourrait être soit des tentes, soit un baraquement en bois, sachant que les policiers ont, à terme, vocation à habiter dans le village, parmi la population, et non à être cantonnés dans un campement spécifique. Le coût de la construction de ce campement est inclus dans le coût global des constructions envisagées, et ne requiert ni budget additionnel, ni révision du budget.

46 policiers ont déjà été sélectionnés, selon les recommandations mentionnées dans le projet, notamment sur le nombre de femmes à déployer à Burasi, qui doit être de 4 (10%). Même si la PNC s’est engagée à faire des efforts dans ce sens, l’objectif est ambitieux car la proportion globale des femmes au sein de la PNC ne dépasse pas les 9 % et cette proportion est encore plus faible en Ituri. La formation est prévue au début du mois de mars 2019, et le déploiement et la dotation en équipement pour début avril 2019, conformément au chronogramme établi par la PNC.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**  La détérioration de l’état de la route sur le tronçon Boga- Burasi pendant la grande saison de pluie a entravé l’avancement des travaux et leur finalisation qui était prévue pour le mois de novembre. Les travaux reprendront le 15 janvier 2019 et leur achèvement est prévu pour le début mars 2019.  La période électorale a aussi impacté le calendrier de la formation des policiers et de leur déploiement, les policiers ayant été mobilisés pour la sécurisation des élections. Le commandement national et provincial de la police a repoussé la formation aux mois de février et de mars 2019.  Les rotations fréquentes des éléments FARDC et PNC empêchent la mise en œuvre des activités de sensibilisation et créent le besoin de nouvelles formations. C’est le cas des FARDC à Boga où dans le comité de sensibilisation FARDC il est resté 3 sur les 12 qui ont reçu la formation, de même à Gety où les militaires FARDC sont souvent affectés à des opérations: (1) plaidoyer auprès des autorités politiques et militaires afin de limiter les mutations des effectifs ; (2) renforcer le travail avec les comités de base pour bien encadrer les nouveaux comités, (3) élargissement des séances de sensibilisation des zones d’affectation et opérations militaires |
| **Coordination**  La qualité de la coordination entre l’OIM et la police au niveau national et provincial a permis un déploiement réussi des policiers à Burasi, grâce à une planification conjointe de la formation et du processus de déploiement.  Des réunions avec la police des Nations Unies (UNPOL) pour définir les modalités de collaboration et de bons offices ont eu lieu. L’expertise de cette institution sera nécessaire pour renforcer les capacités des policiers qui seront déployés à Burasi.  Le lead du consortium a assuré efficacement son rôle de coordination au cours du second semestre. Les informations étaient partagées à temps et les réponses aux préoccupations des membres viennent dans le délai. |
| **Ancrage institutionnel**  La signature de l’acte d’engagement par le gouvernement provincial et le commissaire provincial de la PNC permet d’assurer l’ancrage institutionnel et la pérennisation du projet.  Le choix de Burasi par l’autorité provinciale, en accord avec les autorités locales, témoigne de la volonté des autorités à accompagner le projet jusqu’à son terme.  La coordination avec la direction régionale de Service d’Education et d’Action patriotique Civique et Sociale (SECAS) au niveau régionale Ituri n’arrive pas à donner l’appui nécessaire en termes de suivi qualitatif des activités, ce qui réduit suffisamment la participation des FARDC aux séances de sensibilisation au niveau local. En termes de voies de sortie, cette cause des missions de suivi et coordination au niveau national sont prévues dans la zone au mois de Février 2019 et contribueront aux solutions à cette questions. |
| **Questions de genre**  Bien qu’il soit souvent difficile d’avoir une bonne représentativité de femmes au sein des unités de la PNC, les thématiques liées au genre seront abordées pendant la formation, en particulier la protection des femmes et des filles en temps de paix ou de la guerre, la lutte contre les violences sexuelles et la lutte contre les violences basées sur le genre. La stratégie genre pour ce projet repose principalement sur l’égalité de sexe à tout le niveau, et la participation équitable homme/femme aux différentes activités pour la consolidation de la paix. Nous notons une amélioration de la prise en compte du genre pour chaque activité du projet au cours de ce semestre comparativement au semestre précédent. A titre illustratif, le taux de participation de la femme de 37.21% à la séance de validation et restitution d’un plan local de sécurité de Bahema-Sud est une bonne représentation par apport au maximum de 30 % exigés par l’unité de stabilisation (SSU). De même, dans l’ensemble des activités, les femmes ont représenté 49,2% des projections de la série Ndakisa, aux activités des rapprochements ainsi que les processus de diagnostic sécuritaires partitif. Il faut toutefois continuer à fournir des efforts pour une participation égale avec les hommes. A ce sujet, les techniques de mobilisation des participants et ciblage sont déjà mise en place, surtout l’identification des heures et jours pour la réalisation des activités de manière à captiver la participation de chaque catégorie sociale.  La radio a été un outil de grande mobilisation au sein des communautés du Sud-Irumu sur les questions du genre. Les thèmes sur la prise en compte du genre dans toutes les activités du programme ont encouragé les femmes à participer aux activités. C’est le cas du thème leadership féminin dans le Sud-Irumu qui a contribué à l’éveil de la conscience des membres de la communauté au respect des droits de la femme, de même le thème sur la participation de la femme au développement des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) a plus contribué à cette mobilisation de la femme sur toutes les chefferies de Walendu-Bindi et Bahema-Sud. |
| **Leçons apprises**   * Une approche et une coordination qui incluent à la fois la police au niveau central et au niveau provincial demeurent cruciales pour la réussite du projet. Le rôle du niveau central dans la supervision et l’orientation de la mise en œuvre permet de s’assurer que le niveau provincial respecte ses engagements et s’aligne aux objectifs du projet, tout en permettant de résoudre, ou au moins de relayer les questions qui ne pourront être résolues au niveau local. * La qualité des relations entre l’autorité civile et la police au niveau provincial et local, et le renforcement du leadership à ce niveau, sont des éléments essentiels pour la réussite du projet. * La mise en place d’un système de suivi rigoureux et d’accompagnement professionnel au profit des acteurs qui ont bénéficié de sessions de formation, est un moyen indispensable pour optimiser les apports du projet afin d’atteindre les objectifs recherchés. * Bien que la mise en place et la redynamisation des CLSP dont 3 sur 4 prévue dans le secteur de Bahema-Sud et chefferie de Bahema-Boga et Walendu-Bindi a créé un climat d’acceptation de ces acteurs dans ces zones, nous avons compris que les CLSP ont encore besoins d’appui de différents partenaires pour l’échange d'expérience l’amélioration de la qualité de mise en œuvre de leurs activités respectives et de manière autonome; Leurs membres ont encore besoin des formations supplémentaires sur d’autres thématiques telle que les techniques de plaidoyer, la mobilisation des ressources financières et matériels pour leur fonctionnement. |
| **Histoires des succès**   1. «*Grâce au Projet* ***Pamoja Kwa Amani****, nous sommes actuellement acceptés ici. Au début, il n’y avait pas d’acceptation entre les autochtones et les venants et cette situation se faisait remarquer dans l’administration de l’Etat. Lorsque SEARCH organise des formations, AR, TEP, etc., toutes les couches de la population sont touchées et lorsque tous, travaillent, main dans la main, qu’on soit autochtone ou étranger, elle déclenche l’acceptation mutuelle. Ceci est une manière de lutter contre le tribalisme* », témoignage de KABUYA Charles, chef de poste de l’ANR/BOGA. 2. *« Nous constatons de plus en plus une amélioration de la part des forces de l’ordre PNC et FARDC sur leur mode de vie dans la communauté. Les soupçons contre la population en générale diminuent progressivement et la sécurité est de plus en plus améliorée. Personne ne pouvait faire confiance aux unités FARDC et PNC et de même du côté des forces de l’ordre qui ne pouvaient sous aucune circonstance accorder confiance à la population du Sud-Irumu en général »,* **dit le curé Robert BURA de la paroisse de Gety lors d’une conversation sur les relations entre FARDC/PNC et Population.** 3. *« Il était absolument impossible de voir un militaire ou un policier parler avec un civile, car ils pensaient auparavant que tous les citoyens étaient soit le frère, la sœur ou les membres de la famille d’un milicien de FRPI. Les militaires et les policiers nous considéraient tous comme des espions du groupe armé FRPI. Heureusement, la situation actuelle a changé ; ils commencent à comprendre que ce n’est pas tout le monde qui collabore avec les miliciens FRPI »,* **dit le coordinateur de la Société civile de Gety, Monsieur Androzo.** 4. *Le déploiement de la police permettra de modifier les perceptions de la population civile sur cette dernière et d’offrir des opportunités de dialogue entre les deux parties :*   *« Nous sommes heureux de voir ici les autorités policières de la Province venir observer par elles-mêmes l’évolution de la construction du Commissariat de la chefferie de Bahema Mitego. Pour la première fois dans l’histoire de la chefferie, un général de la police s’est rendu à Burasi. Nous sommes désormais confiants dans le fait que la police sera prochainement déployée ici. Cela va permettre de renforcer le lien de confiance entre la population et la police, et inciter des réfugiés à revenir d’Ouganda, où certains avaient fui pour échapper les attaques de la FRPI. Tous ensemble, nous ferons un effort pour accueillir et travailler avec la police à la sécurisation de notre chefferie et notre frontière* ». **Propos du chef de chefferie des Bahema Mitego à Burasi lors de l’arrivé de la délégation de la PNC**.   1. « *La situation sécuritaire de Gety dans la chefferie de Walendu-Bindi il y a une année n’est pas égale à la situation sécuritaire d’aujourd’hui. Tout civil était considéré comme milicien de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), n’importe quel geste posé par un civile était suspect pour les militaires FARDC. Aujourd’hui ce n’est pas le cas. Beaucoup de choses ont changé et malgré ces attaques des FRPI, nous vivons des relations entre les forces de sécurité. Nous collaborons bien avec les FARDC qui sont prêts à nous accorder la protection. Actuellement, toute rumeur d’attaque est rapportée aux forces de sécurité afin qu’elles prennent des mesures de sécurisation des personnes et de leurs biens. Toutefois, les brebis galeuses ne manquent pas. Par exemple, il y a des taximans qui se battent avec des militaires car ils refusent de s’arrêter pour les contrôles de vérification sur la barrière. Il y a donc des avancées sur la situation sécuritaire de la zone mais qui varient encore selon les entités* » **Témoignage du coordonnateur de la société civile de Gety dit lors de diagnostic sécuritaire** |

**Objectif Spécifique 6 : Cohésion sociale et résilience sont renforcées**

La Cohésion sociale et résilience sont maintenant renforcées, 26 comités locaux de paix et de de développement ont été initiés par le projet afin de renforcer la cohésion sociale et la résilience.

Cependant sur le total des personnes interrogées 66 % dont 57% d'hommes et 76 % femmes indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec leur propre groupe ethnique ; 76% dont 66% d'hommes et 86 % femmes indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec leur famille ; 74% dont 64% d'hommes et 84 % femmes indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec leur voisin ;  69% dont 63% d'hommes et 75 % femmes indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec d’autres groupes ethniques ; 71% dont 60% d'hommes et 83 % femmes indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec les voisins d’autres villages.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 6.1 : Les tensions entre les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs sont réduites à travers le développement d’une agriculture plus productive et résiliente** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

**Produit 6.1.1 : Les acteurs économiques s’engagent et facilitent le développement agricole**

Les données de notre dernière collecte démontrent que le développement agricole passe par la mise en relation des acteurs économiques présents dans la zone d’action du projet Pamoja Kwa Amani. L’indicateur principale associé à ce produit prévoit 20 réunions d’échange sur toute la durée du projet. A ce jour, 18 réunions d’échange dont 8 ont été tenues entre les acteurs (agriculteurs, éleveurs, agents de l’ordre, SENASEM, IPAPEL, RIMA, ACOOPELI, LEAF II, les opérateurs économiques, les autorités locales et administratives et les transporteurs) sur la période de juillet à décembre, avec comme résultante l’adoptions et la promulgation par les participants de 7 bonnes pratiques agricoles (choix du terrain, installation des germoirs, protection des cultures, densité de semi, culture par alternance, la pratique de l’agriculture de contrer saison, et la mise en place d’un système d’arrosage moderne dans le Secteur de Bahema Sud) 5 bonnes pratique d’élevage sont à épingler : la gestion des pâturage, la gestion des troupeaux, la gestion des COPRODEL (Coopérative de Protection et de développement d’élevage), l’identification et référencement des cas de maladie pour traitement par les vétérinaires de chefferie, la gestion des stations de monte publiques.

A ce jour, les participants ont accès à des domaines cultivables, des outils de production et de semences améliorées dont l’utilisation a permis la production de 15429 kg (8500 Kg vendus contre 6841 Kg consommés par les ménages des producteurs). En termes de progrès, on enregistre l’ouverture de 10 caisses communes dont 4 Nyakunde, 4 Boga, 1 Ndrigi et 1 Kingove.

**Produit 6.1.2 : L'appui aux agriculteurs, éleveurs et pécheurs est assuré**

L’appui aux agriculteurs, éleveurs et pécheurs est maintenant assuré, 100% (520 agriculteurs, 400 Eleveurs et 75 pêcheurs) tous originaires du Sud Irumu (Bahema Sud, Bahema Boga, Andisoma, Walendu Bindi) ont participé à au moins 4 séances de renforcement de capacités. En plus des sessions de renforcement de capacités, les 520 agriculteurs ont reçu 5, 8100g de semences maraichères, 22000 mètres linéaires de boutures saines de manioc (OBAMA 2), 230 petits outillages, 28,1 kg de produits phytosanitaires, 2700 mètres de fil barbelé, 1 motopompe, 1 groupe électrogène, 1 tank de 1000L, 1050m de tuyau et accessoires et 4 pièces de rallonge.

Le niveau de connaissance s’est significativement amélioré passant de mauvais à bon, 60% des participants ont eu une note très bonne dont 30 % femmes. Leur formation en 16 groupements agricoles, 15 groupements d’éleveurs en coopérative pour la promotion et la défense de l’élevage (COPRODEL) et 3 groupements de pêcheurs crée les conditions d’échanges, de travail collectif pour ainsi renforcer la cohésion sociale. En perspective, il est prévu la mise à disposition de géniteurs améliorés aux COPRODEL durant le trimestre prochain.

**Produit 6.1.3 : Des parcelles collectives de pâturage et pour l’agriculture sont mises en place et capitalisées**

Des parcelles collectives de pâturage et pour l’agriculture ont été mises en place et capitalisées par le projet. 53 parcelles de pâturage collectives et parcelles agricoles collectives ont été enregistrées ; en outre 42 % des femmes membres des organisations paysannes ont accès aux parcelles de pâturage collectives et aux parcelles agricoles collectives. L’accès à ces parcelles agricoles et de pâturage améliore la production agricole et animalière, le revenu par ménage, l’indice nutritionnel, la réduction des tensions entre agriculteurs et éleveurs.

**Produit 6.1.4 : Les conditions pour les activités économiques et productives sont favorables**

Les conditions d’accès à la terre, aux outils de production, à la technologie, le travail en coopérative pour les activités économiques et productives sont maintenant favorables. 16 groupements agricoles, 15 groupements d’éleveurs et 3 groupements de pêcheurs ont été mis en place et accèdent, en 30 minutes, aux marchés les plus proches au lieu de 54 minutes telles que déterminées au début du projet dans le rapport de l’étude de base. Par le projet afin de permettre une meilleure accessibilité géographique et un cadre d’écoulement des produits aux agriculteurs, pêcheurs, éleveurs de bétail, petits commerçants réduisant sensiblement le temps moyen pour atteindre le lieu d’écoulement des produits le plus proche de 54 minutes à 30.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 6.2 : La cohabitation pacifique et la résilience sont renforcées chez les jeunes à risque** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Les activités pour le renforcement de la cohabitation pacifique et la résilience chez les jeunes à risque ont été préparées à travers des activités telles que : l’étude socio-économique de base de la zone et des bénéficiaires, la mission d’appui des jeunes dans le choix de métier et projets de micro entreprise. En plus, les dirigeants des groupements des « jeunes à "risque»[[3]](#footnote-3) jeunes ont bénéficié la formation sur la création et la gestion d’une micro-entreprise avec un accent particulière sur la création et la gestion d’activités génératrices de revenu (AGR). 48 jeunes ont été ainsi formés dans 3 ETD (Andisoma, Banyali Tchabi et Walese Vokutu). Cette formation a permis aux jeunes de confirmer leur choix en tenant compte des opportunités et des risques que présentent ces métiers ou des AGR initialement identifiés. La formation des dirigeants des jeunes des autres ETD est planifiée pour le semestre prochain.

En outre des activités sportives et de projection des films éducatifs ont été également réalisées en faveur de 152 jeunes sélectionnées dans 7 ETD. Il a été noté également une régression des incidents entre les jeunes des différentes ethnies. D’autres activités pour atteindre ce résultat sont prévues pour la période prochaine.

**Produit 6.2.1 : Les capacités des jeunes à risque sont renforcées en métier professionnel**

Sur 560 jeunes risque (filles et garçons) sélectionnés dans la période précédente, 465 jeunes dont 217 filles ont été assistés et orientés dans le choix des métiers du projet de micro entreprise / AGR. Une étude socioéconomique de base effectuée dans les 7 ETD et restituée aux bénéficiaires a permis d’orienter le choix des jeunes à risque sur des métiers porteurs. Entre autres métiers porteurs choisis, on note : coupe-couture (159 jeunes majoritairement filles), commerce (92 jeunes), Menuiserie (58 jeunes), Informatique (58 jeunes), Taxi moto (34), agriculture, art culinaire, mécanique, coiffure esthétique.

En outre 6 infrastructures pour la formation des jeunes ont été construites dans les 5 ETD prioritaires. Il s’agit d’un atelier-école à Kasenyi (Bahema-Sud), un atelier-école à Gety (Walendu Bindi), un atélier-ecole à Mitego (Bahema-Mitego), un atelier-ecole à Tchabi (Baniari Tchabi), un atelier-école et une maison en dur (Bahema Boga). Ces infrastructures servent les communautés bénéficiaires pour l’apprentissage des jeunes.

Cependant, les activités d’apprentissage des métiers sont prévues pour le semestre prochain car le démarrage dépend du processus de recrutement des maitres formateurs et de la disponibilité de matériels spécifiques à chaque filière.

**Produit 6.2.2 : Les microentreprises sont opérationnelles et génèrent des revenus**

Les jeunes ont été appuyés pour leur organisation en groupements associatifs selon les métiers choisis. Au total, on enregistre 38 Groupements constitués dans les 7 ETD, lesquels se répartissent comme suit par ETD : 6 pour Walendu Bindi, 4 chez Bahema Boga, 5 chez Banyali Tchabi, 6 chez Bahema Mitego, 7 chez Andisoma, 4 chez Walese Vokutu et 6 chez Bahema Sud.

On note que les femmes sont majoritaires dans les groupements de coupe-couture : au total 142 filles se repartissent dans les 7 groupements de coupe couture. Le nombre restant, soit 62 filles se répartissent dans les autres groupements.

Les autres activités pour ce produit sont prévues au courant de la période prochaine.

**Produit 6.2.3 : Les actions menées par les jeunes à risque contribuent au processus de cohésion sociale**

3 rencontres sportives (Boga, Ofay, Tchabi) et 3 projections de films éducatifs (Ofay, Nyakunde et Kasenyi) ont été organisés au sein des 3 ETD sur 7 ETD de la Zone du projet. Les ballets culturels ont eu lieu dans 3 ETD (Mitego, Boga et Tchabi). Les activités de rencontres sportives inter ETD seront organisées dans la phase prochaine.

En effet, les activités sportives et culturelles ont renforcé les relations amicales entre les jeunes filles et garçons. De même, elles ont contribué à la détente des hommes et des femmes.

En outre 14 Agents Psycho sociaux dont 7 Femmes et 7 hommes ont été recrutés puis formés en vue de l’accompagnement psychosocial des jeunes à risque à travers l’écoute active, les médiations familiales, la thérapie de groupe et les activités de détente (sports, films et ballets culturels) Les résultats de pré-test avaient montré que 8 personnes (dont 3 femmes) sur 14, soit 57.14% avaient des connaissances sur les notions d’accompagnement psychosocial. Tandis que les résultats de post-test ont démontré que 13 personnes (dont 6 femmes et 7 hommes) sur 14 ont amélioré sensiblement leurs connaissances sur l’accompagnement psychosocial, soit 92.85%.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 6.3 : L’accès aux services financiers et sociaux de base en faveur des hommes et des femmes vulnérables est amélioré** | **Etat** | | |
| **X** |  |  |

L’accès aux services financiers et sociaux de base en faveur des hommes et des femmes vulnérables est maintenant amélioré. En effet, selon un sondage mené auprès de **27** Muso avec **532** membres dont **296** hommes et **236** femmes, 377 membres **(70.8 %)** dont **185** **hommes** **(49%)** et **192 femmes** (**50.9%)** déclarent avoir initié des activités rémunératrices de revenus grâce aux crédits octroyés dans les Muso. Ces membres disent avoir tiré plusieurs bénéfices de ces activités génératrices de revenus tels que : la scolarisation des enfants (voire jusqu’à l’université), achat des parcelles, construction des maisons en tôles, renforcement des activités des champs, développement de l’élevage de petit bétail, assurer les soins médicaux au moment opportun, pourvoir aux besoins de la famille, …

**Produit 6.3.1 : Les MUSO sont renforcés et opérationnels**

Des 70 Muso redynamisées et créées au début du projet, 48 sont renforcées et opérationnelles à l’heure actuelle. En effet, les membres cadres de ces Muso ont été formés afin de les rendre capables de bien faire fonctionner et gérer leur Muso. Le pré test administré à un échantillon de 32 participants avait révélé une mauvaise connaissance de l'outil Muso ; au Post-test, seul un participant avait obtenu une bonne côte soit 3,25 % de réussite. Mais à la fin de la formation, le résultat de post test administré aux mêmes participants avait révélé une bonne amélioration de connaissances par rapport au fonctionnement de la Muso car 21 participants sur 32, soit 65,62 % ont obtenu de bonnes cotes. Toutes ces Muso ont commencé les cotisations dans les caisses vertes et rouges de manière timide depuis le mois de décembre 2017 mais plus depuis les mois de janvier ou février 2018. Les données récoltées jusqu’à Novembre 2018 font état d’une moyenne de **289.31$** dans les caisses vertes des Muso, d’où une évolution par rapport au mois de juin 2018 où les fonds moyens par caisse verte était de 200 **$**. Quant à la caisse rouge, le fond moyen est en moyenne de **102.17 $,** alors qu’en juin il était de **40 $.**

Il est également intéressant de faire remarquer que plusieurs de ces Muso ont déjà commencé les opérations de crédits à leurs membres. Ainsi, **202** membres dont **105** hommes, soit **51.9%,** et **97** femmes, soit **48 %**, ont bénéficié de crédits d’un montant de **15725.9375 $,** soit une moyenne de **77.85 $.**

En outre, certains membres de ces Muso ont également déjà commencé à bénéficier des assistances selon les conditions fixées dans leur Règlement Intérieur. En effet, **70** membres dont **38** femmes, soit **54.28%** et **32** hommes, soit **45.71 %** ont été assistés à la hauteur de **791.5625 $,** soit une moyenne de **11.30 $** par membre.

Signalons que plus de 90% des Muso se sont dotées de Règlement Intérieur, un outil qui sert de garde-fou dans la gestion des Muso car définissent, avec l’accord de tous les membres, comment les Muso doivent fonctionner et comment les crédits doivent être octroyés aux membres et remboursés.

**Produit 6.3.2 : Les Groupements MUSO sont mis en place et contribue à leurs pérennisations**

Après les enquêtes de classification, nous avons constaté que nous avons eu des prévisions trop optimistes ; le niveau général d’évolution des Muso est très lente malgré que l’outil existe depuis longtemps dans la zone d’intervention. Il nous a été impossible de lancer le Groupement des Muso à la fin de la première année comme prévu dans le document de Projet. Nous avons donc 30 Muso qui sont encore au niveau Groupe Muso ; 36 Muso sont montées au niveau Pré Muso. 0 Muso de Base avec ce niveau nous ne pouvons lancer le GM/

Toutefois une sensibilisation a été faite par rapport à la création du GM et l’enquête de classification du 18ème mois va nous dire ce qu’il est possible de faire.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation**   * L’épidémie d’Ebola reste toujours un danger pour nos équipes terrain dans certaines zones couvertes par le projet. Le mois dernier, il y a eu un cas de décès à Thomas, cité voisine de la chefferie Bahema Sud ; nous craignons une exacerbation de la situation qui pourrait se solder par un nombre plus élevé de cas et ainsi porter un préjudice important au projet Pamoja Kwa Amani. Afin de réduire les risques de contamination, des séances de sensibilisation sont tenues avant chacune de nos activités, des stations de lavage des mains sont obligatoires à l’entrée de nos locaux et nos salles de formation, et interdisons tout contact physique entre les participants, les formateurs et durant nos activités de groupes. * L’Inaccessibilité physique et l’insécurité dans certaines localités de Bahema Boga où plusieurs villages éloignés les uns des autres et sont difficilement accessibles, faute de route. Sur certains axes, même rouler à moto constitue un défi car les routes sont quasi absentes et le niveau d’insécurité y est très élevé. De ce fait, les équipes n’ont pas réussi à contacter les éleveurs présents dans ces zones. Pour pallier cela, une réunion a été organisée avec les membres des comités de suivi des bénéficiaires ainsi que des autorités locales qui nous ont suggéré d’autres localités plus accessibles et sures. Des éleveurs présents dans ces nouvelles localités ont réussi à participer aux séances de renforcement de capacités qui ont été organisées par Mercy Corps en partenariat avec IPAPEL. * La formation professionnelle des jeunes à risque suppose le déplacement des apprenants et des formateurs à travers leurs Entités respectives. En effet, la mesure d’atténuation suppose la réussite progressive de démobilisation des éléments de la FRPI dans la zone du projet. Par exemple, la formation des délégués (dirigeants) des jeunes a été prévue pour être réalisée du 12 au 26/12/2018 au profit des bénéficiaires des 7 ETD du Sud-Irumu mais, seuls les dirigeants des jeunes de trois ETD en ont bénéficié. Il s’agit notamment de ceux des Chefferies des Walese Vonkutu, Chefferie d’Andisoma et le Secteur des Bahema Sud. Tandis que les délégués des jeunes de 4 autres ETD (Bahema Boga, Bahema Mitego, Walendu Bindi et Baniari Tchabi) n’ont pas bénéficié de cette activité à la suite de l’incident de pillage des agents de la Caritas Bunia par les éléments de la FRPI à Badzanga, sur l’axe Gety-Boga en date du 13/12/2018 vers 9h10. Donc, la mesure de mitigation est celle d’observer les règles de sécurité pendant toutes les missions effectuées dans le Sud-Irumu et renforcer la communication au sein de Consortium. |
| Coordination  A la suite des réunions de l’UCC organisée, la collaboration entre différents PMO dans la mise e œuvre des activités a été une préoccupation. Ainsi, l’appui ponctuel a été apporté aux PMO selon le besoin spécifique notamment dans le cadre de rapportage narratifs et financiers et la gestion des informations au sein du Consortium. En outre, des orientations pour plus de complémentarité entre intervenants dans la mise en œuvre des activités de l’OS 6 ont été faites. C’est notamment la complémentarité qui doit être faite entre ONU-Habitat et Mercy corps sur la sécurisation des parcelles agricoles par l’administration foncière après sa dotation en matériel de topographie moderne. Des échanges ont été encouragés entre ACIAR et CARITAS DEVELOPPEMENT pour mieux coordonner les actions sur terrain surtout par rapport aux MUSO et aux micro entreprises/ et s’assurer qu’il n’y ait pas duplication dans les bénéficiaires. |
| **Encrage institutionnel**  La stratégie d’intervention de Mercy Corps sur ce projet promeut une étroite collaboration avec les acteurs de la société civile (ONGs partenaires, ACOOPELI) et les structures de l’Etat (IPAPEL, Leaders locaux). Ces acteurs participent directement à la mise en œuvre des activités sur la base des contrats ou de protocole d’accord signés entre les parties. En date, un protocole d’accord a été signé avec le Ministère de l’agriculture à travers son service technique IPAPEL et un contrat de mise en œuvre signé avec l’ONG APROHDIV. Ces institutions bénéficient du renforcement de capacité de la part de Mercy Corps. Ceci, afin de les rendre autonomes, compétitifs et responsables de l’accompagnement de *32 groupements d’intérêts communs agriculteurs, éleveurs et pêcheurs pendant et après le projet.*  De son côté, la Caritas Développement implique les autorités et les leaders communautaires dans toutes les phases du processus d’apprentissage des jeunes à risque. En effet, cette participation a été effective depuis la sélection des bénéficiaires à travers le comité local de sélection dans chaque ETD, la responsabilisation des autorités locales dans les étapes de construction des ateliers-écoles jusqu’à leur remise officielle. Les composantes associées sont notamment les Autorités de l’ETD, les membres de CLPD, la Responsable de Service de Genre, le Conseil Local de la Jeunesse, le Responsable de Groupement Sportif de l’ETD et la Société Civile. A l’heure actuelle, la Caritas Bunia s’engage à accompagner les ETD dans la rédaction d’un Règlement de gestion commune des infrastructures destinées à la formation professionnelle des jeunes. |
| **Questions de genre**  La stratégie de budgétisation sensible au genre offre la possibilité de prendre en compte les besoins spécifiques de protection et de participation des hommes et des femmes aux activités du projet. Ainsi, pour les activités agricoles, le choix des sites de production, des semences et outils font l’objet d’une discussion intra-communautaire qui aboutit à l’identification des spéculations agricoles répondant aux besoins de tous et toutes. En moyenne, les dépenses exécutées et sensibles au genre sont de l’ordre de 35%. Le même principe, est admis lors des réunions d’échanges entre acteurs, de renforcement de capacités. Les femmes, les hommes, les jeunes filles et les jeunes garçons voient leurs besoins spécifiques pris en compte et traités par le projet. Exemple la formation et l’accompagnement des bénéficiaires en AGR (Activité Génératrice de Revenus). |
| **Leçons apprises**   * La mise à la relation des groupements agricoles et les clients a facilité un écoulement de produits agricoles des bénéficiaires sur le marché à Bunia ; * L’engagement et l’implication des autorités locales (leaders communautaires, chefs de chefferies et secteurs) à la cartographie nous a permis d’identifier certaines parcelles collectives agricoles et des pâturages octroyés par la chefferie/Secteur. Mais, certaines parcelles font l’objet de conflit et d’autres, pas sécurisées. L’intervention d’ONU-Habitat dans le cadre de l’objectif spécifique 2 permettra de sécuriser les parcelles identifiées. * Dans le cadre de l’accompagnement des ETD dans l’élaboration des PDL et la sélection des bénéficiaires (jeunes à risque), l’approche communautaire ou participative est un moyen de prévention contre le soulèvement éventuel et réduit les plaintes potentielles au sein des communautés des bénéficiaires. Aussi, la collaboration entre les parties prenantes accroit la responsabilité et l’appropriation des résultats. Les jeunes à risque considèrent le projet comme une réalité mécanique et non un processus dépendant de plusieurs facteurs. La communication permanente renforce la compréhension mutuelle entre PMO et bénéficiaires du projet. |
| **Histoires de succès**  ***Histoire 1/***  Le groupement agricole de SINGOMA et NDRIGI composé de 64 membres dont 34 hommes et 30 femmes est situé dans les chefferies des Andisoma et Bahema Sud. Les membres pratiquent l’agriculture vivrière (Manioc, maïs, haricot, arachide) et maraichère (choux, amarante, oignon, tomate, poireaux).  Singoma/Andisoma, 03-12-2018  Dans ces chefferies, avant le programme PKA, les agriculteurs évoluaient de manière individuelle et non structurés. Aucun d’eux n’avait accès à des semences certifiées et pratiquait encore une agriculture absente de toute technique innovatrice visant à améliorer le rendement agricole par mètre carré, la conservation des produits et l’accès à un marché compétitif. De ce fait, leurs revenus faibles étaientt dus à une faible production et un accès limité aux marchés.  Au travers des visites de terrain et entretiens organisés par nos agents, les membres du groupement ont clairement indiqué : C’est la première fois qu’une ONG travaille directement avec les cultivateurs et leurs propose l’idée d’évoluer en groupement d’intérêts communs, accorde aux membres des semences et outillages agricoles certifiés par les services de l’Etat, organise des séances de renforcement de capacité sur les itinéraires techniques de production visant à améliorer le rendement de la production tout en maintenant une présence régulière dans le suivi de nouvelles aptitudes et connaissances techniques transférées. Grace à tous ces efforts, nous avons réussi à surpasser nos individualités, nos ethnicités pour travailler en équipe et ainsi renforcer la confiance mutuelle et la cohésion sociale dans le groupe en particulier et dans la communauté en général. Pour la première fois, nous avons réussi à produire en tant que groupement 2853 kg de choux, 1099 kg d’aubergine et 1016 kg de tomate, vendus 2500 kg de choux, 668 kg d’aubergine, 580 kg de tomate, un coût total de 745 700 FC, améliorer notre statut nutritionnel à travers la consommation de (353 kg de choux, 431 aubergines, 436 kg de tomate) ¼ de notre production.  Singoma/Andisoma, 03-12-2018  Les ressources issues de cette production nous ont permis de subvenir aux besoins de nos ménages (scolarisation des enfants, soins de santé) en bref l’amélioration de nos conditions de vie. Aujourd’hui nous souhaitons maintenir l’élan et avoir pour objectif la diversification de nos activités.  ***Histoire 2/***  Au cours d’une visite rendue au Comité Local de Paix et de Développement (CLPD) rendue à la Communauté du Groupement Buley, en Chefferie des Bahema Boga, le Notable ADIERI déclare :  « …*Depuis que les actions de développement sont mises en œuvre dans notre Chefferie, nous n’avons pas encore vu une ONG ou ONGI construire des bâtiments à dur chez nous. C’est pourquoi, nous remercions sincèrement le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation, par le biais de la Caritas Développement Bunia… »*  ***Histoire 3/***  Par ailleurs, pendant la séance d’évaluation des activités récréatives (sports et ballets culturels) à l’intention des leaders des Baniari Tchabi et Bahema Boga, le Secrétaire du Groupement sportif chargé de l’administration a révélé ce qui suit :  *« … Les activités sportives et culturelles en faveur des jeunes ont été très bien accueillies par les communautés locales. D’ailleurs, nous venions de recevoir la demande des filles de notre communauté qui ont éprouvé le gout de s’affilier au groupement sportif en vue de promouvoir le football féminin… »*  ***Histoire 4/***  Lors des ballets culturels, le Moniteur des jeunes en danse folklorique dit :  *« A l’heure actuelle, les communautés tant urbaines que rurales sont en train de perdre les valeurs culturelles. Cela est constaté surtout dans les milieux des jeunes. Voilà que le projet Pamoja Kwa Amani a pensé à la valorisation des nos cultures. Donc, à travers la danse folklorique, nous voulons rappeler aux jeunes et à tout le mode d’alimentation, la signification des matériels de danse, mode d’habillement, etc. Désormais, nous devons rendre opérationnel le centre de formation des enfants en domaine culturel ».* |

**Objectif Spécifique 7 : Les niveaux de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) sont réduits dans les zones prioritaires.**

La collecte des données organisée en décembre 2018 montre une réduction significative des cas des Violences Sexuelles et Basée sur le Genre (VSBG) dans la zone prioritaire du projet. Sur 280 personnes interviewées, 95 étaient des hommes soit 34%, 60 des garçons soit 21%, 85 femmes soit 31% et 40 étaient des filles soit 14%. Les femmes, filles y inclues interviewées étaient de 45% contre 55% d’hommes, garçons y compris. Sur 125 femmes interviewées, 100 soit 80% estiment que la réduction des violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) devient de plus en plus effective dans la zone du projet tandis que 20% d’hommes estiment que les violences physiques et sexuelles restent à faible pourcentage par rapport au passé. En général, 224 personnes sur 280 interviewées soit 80% affirment que les niveaux de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) sont réduits dans les zones prioritaires du Sud-Irumu. Comparativement aux données rapportées au second semestre qui étaient de **368** cas identifiés (209 femmes soit 56,8%, 1 garçons soit 0,3%, 158 filles soit 42,9%), au 3ème semestre 174 cas de VSBG ont été identifiés (5 hommes soit 2,9%, 94 femmes soit 54%, 1 Garcon soit 0,6%, 74 filles soit 42,5%),ce qui montre une réduction significative de 52,7% de cas VSBG dans la Zone Prioritaire. Il sied de signaler que depuis le début du projet jusqu´au 31 Décembre 2018, 542 cas VSBG ont été identifiés. A cette réduction des cas (de 368 à 174) a contribué l´implication effective des différentes parties prenantes (la société civile, les forces de sécurité, les autorités coutumières y compris les leaders de la FPRI dans la lutte contre les VSBG…) après différentes formations réalisées aux semestres précédents (au total 468 personnes formées dont 129 femmes soit 28% et 339 hommes soit 72%), renforcées par les sensibilisations régulières réalisées par le groupe d’hommes, les brigades scolaires, les animateurs et agents psychosociaux des associations locales (AFM, PACADI, GAD et AMSCO) qui font des alertes et dénoncent les cas des VSBG.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 7.1 : La prévalence des VSBG favorisée par les normes et pratiques sociales négatives dans la zone d’intervention est réduite.** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |  |

La prévalence des VSBG favorisée par les normes et pratiques sociales négatives dans le Sud Irumu est en train d’être réduite. Cependant sur le total des personnes interrogées 50%, dont 42% de femmes et 57% d'hommes ne croient pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle ; en outre 20% dont 15% de femmes et 26% d'hommes estiment que les crimes de VSBG doivent être résolus en famille, c.a.d. sans engager les autorités. Par ailleurs, 61% de personnes interviewées dont 59% de femmes et 63% d'hommes affirment qu'elles accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté ; 64% dont 65% de femmes et 63 % d'hommes affirment qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans le ménage ; 66% dont 67% de femmes et 65 % d'hommes affirment qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant issu de viol..

**Produit 7.1.1 : Les connaissances, attitudes et perceptions des parties prenantes (désagrégés par sexe) sont renforcées**

Le renforcement des connaissances, attitudes et perceptions des hommes et des femmes est continu à travers les différentes activités de sensibilisation, qui se réalisent dans les 7 chefferies que composent les zones prioritaires du projet, réalisées par les associations locales partenaires (AFM, PACADI, GAD et AMSCO), les groupes d’hommes, les Eglises appuyées, les brigades scolaires). Pendant ces six derniers mois, **996** séances de communication pour le changement de comportement aux normes et pratiques sociales négatives favorisant les VSBG dont **602** portes à porte, **47** campagnes, **242** focus groupe, **44** théâtres participatifs et **61** sessions ouvertes ou sensibilisation de masse ont permis de toucher **94891** personnes réparties comme suit **21443** hommes soit **22,6%,** **21279** garçons soit **22,4%,** **24742** femmes soit **26,1%,** **27427** filles soit **28,9%.** Les catégories des personnes concernées sont : les leaders coutumiers, les autorités civiles, les membres des associations féminines, les représentants religieux, les enseignants, les élèves, les cultivateurs, les éléments FRPI.

Les thèmes abordés lors de cette sensibilisation sont les suivants : les techniques de prévention des violences sexuelles, les techniques de sensibilisation, les causes et conséquences des violences sexuelles, la loi 2006 réprimant les violences sexuelles, la stigmatisation, l´importance de la prise en charge médicale avant 72 heures, l´importance de la dénonciation des cas des violences sexuelles, les bonnes pratiques VSBG.

Ces sensibilisations ci-dessus ont abouti à la dénonciation des cas de violences sexuelles et au changement de comportement des hommes. A ce propos, par exemple, un nombre d’hommes ont commencé à accompagner leur femme survivante aux structures de prise en charge médicale et à la police. Encore des cas des hommes qui défendent les droits des femmes à l’héritage, dénoncent les cas de VSBG et orientent les survivants aux services de prise en charge identifiés dans leurs zones ont été observés.

Outre, 13 séances de projection de films éducatifs à travers le cinéma mobile sur le mariage précoce, déni des ressources et le Viol ont été organisées. Cette projection a touché 1430 personnes dont 501 des hommes soit 35,03%, 384 garçons soit26, 85%, 316 femmes soit 22, 09% et 229 filles soit 16,01%. Les participants étaient très intéressés par cette projection car à la fin de chaque séance, ils posaient des questions relatives aux thèmes et ont proposé d’étendre cette projection dans d’autres villages et groupements non ciblés par le projet Pamoja Kwa Amani, où ces formes de violences sont encore en vogue. Au terme de chaque projection, tous les participants ont promis de s´impliquer dans la sensibilisation de lutte contre toutes formes de VSBG et ont demandé de les appuyer avec les CD pour la continuité des activités à travers les cinés vidéo qui sont dans la communauté.

Les bénéficiaires du projet réitèrent leurs sentiments de gratitude envers COOPI qui, via le financement du Fonds de Cohérence, à contribué au fait qu’ils savent maintenant lire, écrire et calculer et sont pris en charge psychologiquement, médicalement et juridiquement.

Les messages de sensibilisation pour le changement positif sont facilement véhiculés et observons une réduction de cas de violences basées sur le Genre et le Sexe. En effet, actuellement les maris des femmes survivantes des VSBG les accompagnent dans les structures de prises en charge contrairement aux périodes passées. Aussi les survivantes s’autoréfèrent aux mêmes structures. L’on observe également l’expression libre de ces femmes dans des réunions de sécurité ou des groupes solidaires de développement. Les éléments FRPI et leurs autorités ont pris conscience après le plaidoyer et sensibilisation de dénoncer les éléments FRPI qui commettent la violence sexuelle et les mettent à la disposition des chefs locaux.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 7.2 : L’accès aux services d’assistance multisectorielle et judiciaire pour les survivants de VSBG est amélioré.** | **Etat** | | |
|  |  | **X** |  |

Quant à la réinsertion scolaire, 240 enfants ont bénéficié de cette prise en charge dont 7 garçons soit 2,9% et 233 filles soit 97,1%. Ces élèves sont repartis selon leurs statuts de la manière suivante : 171 victimes des violences sexuelles soit 71,3%, 20 enfants vivant avec handicap soit 8,3%, 30 enfants non accompagnés soit 12,5%, 16 orphelins soit 6,7% et 3 enfants pygmées soit 1,3%. 240 élèves soit 100% ont bénéficié des kits scolaires et d’un appui financier de 25 dollars par enfant. Cet appui a contribué au changement en termes de rétention des élèves à l´école, l´accès à la scolarisation des enfants vulnérable et survivants, l´amélioration des résultats scolaire. A titre d’exemple, la moyenne de réussite des élèves réinsérés passe de 56% avant l´intervention de COOPI pour la première période à 57% pour la seconde période. Ainsi, ceci a changé la situation des élèves dans le temps où ils étaient chassés de l’école par manque des frais, irréguliers et leurs résultats scolaires se sont améliorés.

L’accès aux services d’assistance multisectorielle et judiciaire pour les survivants de VSBG est maintenant amélioré. Cependant sur 174 cas identifiés, 174 soit 100% des survivantes des VSBG dont 94 cas soit 54% des femmes, 74 filles soit 42,5% des filles, 1 garçon soit 0.6% et 5 hommes soit 2,9%, ont été référés aux structures de prise en charge psycho social.

Outre 133 cas soit 76,4% des survivantes des VSBG dont 52,6% des femmes, 45,1% des filles, et 2,3 % d’hommes ont été référés aux structures de prise en charge médicale sot 97,08%.

Cet appui à la réinsertion a aussi aidé les familles démunies qui étaient dans l´incapacité d´envoyer leurs enfants à l´école, de le faire et sont très enthousiasmés par la scolarisation de leurs enfants.

Les statistiques ci-dessus sont résumées dans le tableau ci-après :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Bénéficiaires** | | | | **Total** |
| **Homme** | **Femme** | **Garçon** | **fille** |
| Réinsertion scolaire |  |  | 7 soit 2,9% | 233 soit 97,1% | 240 |
| Cas identifiés par rapport à l’accès aux services d’assistance multisectorielle et judiciaire pour les survivants de VSBG | 5 hommes soit 2,9%, | 94 cas soit 54% | 1 garçon soit 0.6% | 74 soit 42,5% | 174 |
| Cas référence aux structures de prise en charge psycho social. | 5 hommes soit 2,9%, | 94 cas soit 54% | 1 garçon soit 0.6% | 74 soit 42,5% | 174 soit 100% |
| Cas référés à la prise en charge médical | 3 hommes soit 2,3 % | 69 femmes soit 52,6% |  | 59 filles soit 45,1% | 133 soit 76,4% |

**Produit 7.2.1 : Les mécanismes communautaires du monitoring de cas de VSBG sont mis en place.**

**Les données HHI pouvant renseigner l’indicateur 7.2.1 n’ont pas été partagés**

Comparativement aux données rapportées au second semestre qui était de 368 cas identifiés (209 femmes soit 56,8%, 1 garçons soit 0,3%, 158 filles soit 42,9%), au 3ème Semestre 174 cas de VSBG ont été identifiés,ce qui montre une réduction significative de 52,7% de cas VSBG dans la Zone Prioritaire. Il sied de signaler que depuis le début du projet jusqu´au 31 Décembre 2018, 542 cas VSBG ont été identifiés. Cette réduction des cas est due à l´implication effective des différentes parties prenantes (la société civile, les forces de sécurité, les autorités coutumières y compris les leaders de la FPRI dans la lutte contre les VSBG…) après différentes formations réalisées aux semestres précédents. Un total de 468 personnes a été formé dont 129 femmes soit 28% et 339 hommes soit 72%. Ces formations ont été suivies et renforcées par les sensibilisations régulières réalisées par le groupe d’hommes, les brigades scolaires, les animateurs et agents psychosociaux des associations locales (AFM, PACADI, GAD et AMSCO) qui font des alertes et dénoncent les cas des VSBG.

**Produit 7.2.2 : Les survivants de VSBG ont accès à une prise en charge**

Notons que la réinsertion scolaire a commencé pendant ce troisième semestre, ce qui a conduit à un total 240 enfants qui ont été inscrits et réinsérés à l’école. Leur répartition étant clarifiée ci-dessus, il sied tout simplement d’indiquer que ces statistiques sont le résultat de la prise en charge par les APS (Agents Psycho Sociaux) installés depuis le début du projet et le suivi des associations locales partenaires ainsi que les groupes d’hommes.

Cependant, il sied de signaler que les données HHI n’ont pas été rendus disponibles par la cellule de suivi et évaluation de SSU pour renseigner les indicateurs suivants :

* 7.2.2.a. Nombre d'infrastructures psycho-sociales par millier d'habitants dans les zones prioritaires offrant des services spécialisés aux survivants de VSBG ;
* 7.2.2.b. Mesure dans laquelle les survivants de VSBG (hommes et femmes et, si approprié, jeunes filles et jeunes hommes)1) déclarent qu'un soutien "de qualité" a été fourni (ventilé par type de service, sexe et sous-zone prioritaire) N.B. : La "qualité" étant un concept subjectif, l'outil d'enquête utiliserait une série d'indicateurs indirects afin d'évaluer la cohérence et la qualité du soutien. Par exemple, en matière de services sanitaires, les survivants de VSBG peuvent attendre un soin médical complet et standardisé dans le cadre d'une fourniture de service "de qualité" (ex. prophylaxie post-exposition, contraception d'urgence, vaccination contre l'hépatite B, antibiotiques, analgésiques, chirurgie et référence à des services psycho-sociaux ou légaux si nécessaire) ;
* 7.2.2.d. Nombre de cliniques d'aide juridique par millier d'habitants dans les zones prioritaires offrant des services spécialisés aux survivants de VSBG.

**Produit 7.2.3 : La coordination des acteurs intervenant dans la lutte contre les VSBG dans le Sud Irumu, est renforcée**

Dans le cadre de la coordination de lutte contre les VSBG, il y a des réunions qui se tiennent à l´intention des acteurs intervenants dans ce secteur où chacun partage les informations liées à cette thématique. Pendant cette période qui couvre le rapportage, COOPI a organisé 3 réunions du Groupe de travail Genre en marge des mensuelles de partage d’informations de l’Unité Conjointe de Coordination du projet PKA et du Groupe de travail stabilisation du Secrétariat technique sur ISSSS, Groupe de Travail Suivi et Evaluation. COOPI a également participé à 4 réunions de lutte contre l´impunité, à 6 réunions de sous cluster GBV et 4 réunions entre COOPI et DIVIGENRE ainsi que 6 supervisions conjointes avec DIVIGENRE

Ces réunions ont permis de renforcer la planification, la supervision et la réalisation des activités conjointes, de capitaliser les ressources et d´avoir des orientations claires dans le but d´enrichir nos interventions sur le terrain et aussi apporter des solutions par rapport aux différentes difficultés rencontrées pendant la mise en œuvre des activités.

Sur le terrain à Kasenyi, Boga, Bwana Sura, Gety, Aveba, COOPI a continué à coordonner les activités avec les acteurs locaux comme les chefs des chefferies et secteur, les associations locales partenaires. Ceci a permis la disponibilité des bénéficiaires lors de la mise en œuvre des activités.

Tout cela a contribué à l’amélioration de la qualité d’intervention et d’harmonisation avec les partenaires de mise en œuvre.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Défis et mesures de mitigation**   |  |  | | --- | --- | | **Défis** | **Mesures de Mitigation** | | Les auteurs de violences sexuelles sont libérés par le parquet sans pour autant purger de leur peine, ce qui crée la psychose aux survivants VSBG | Renforcer le plaidoyer auprès des autorités judiciaires, politiques et de sécurité congolaise et solliciter l’appui de la MONUSCO droit de l’homme en cas de besoin | | L´espace géographique est réduite ; tous les groupements ne sont pas couverts par le projet Pamoja Kwa Amani dans les 7 chefferies ciblées. | Etendre les interventions du projet Pamoja Kwa Amani dans les groupements non ciblés dans les 7 chefferies ciblées. | | Les besoins sont supérieurs par rapport à l´offre pour la réinsertion scolaire. | Mener un plaidoyer dans le cluster protection éducation et sensibiliser les parents et les communautés à une auto-prise en charge | | La persistance de l´activisme FRPI dans la zone qui fait que les cas GBV accroissent surtout lors de leurs incursions | Accélérer avec le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des éléments FRPI en cours. | | Le nombre de machines à coudre est insuffisant pour les activités de MAF. En moyenne une machine sert à 12 personnes lors l´apprentissage | Augmenter le nombre de machines par maison de femmes (MAF) à partir de leurs productions | | L’autonomisation de la femme victime de VSBG | Renforcer le suivi des activités organisées dans les MAF (coupe-couture, pâtisserie, broderie, alphabétisation) | |
| **Coordination**  Au cours de cette période, la coordination des acteurs intervenants dans la lutte contre les VSBG dans le Sud Irumu est maintenant renforcée. COOPI a participé aux réunions mensuelles de l’Unité Conjointe de Coordination du projet PKA, La coordination à travers le lead du consortium, UNHABITAT, a contribué à la capitalisation des ressources pour les membres en organisant des réunions de partage d’informations, des descentes sur terrain, de renforcement des capacités sur la compréhension des indicateurs à rapporter. Les données statistiques de COOPI pour les cas de SGBV sont régulièrement partagées avec UNFPA et le cluster protection à travers les outils appropriés.  Avec la participation de COOPI aux différentes réunions mensuelles de cluster protection et celles de VSBG à Bunia, la coordination reste efficace. |
| **Encrage institutionnel**  Pour capitaliser les acquis de ce projet, COOPI travaille avec le ministère de Genre à travers la DIVIGENRE province de l’Ituri et UNHABITAT, les organisations nationales et locales pour l’implémentation des activités. Cet encrage a été basé sur le protocole national de lutte contre la violence sexuelle basée sur le genre et la stratégie nationale y relative, des différents mécanismes communautaires de communication pour un changement de comportement et la vulgarisation de la loi sur la violence sexuelle du 20 juillet 2006. Tout ceci induit à une réduction considérable du niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) dans la zone prioritaire et détermine le niveau d’implication de la partie nationale pour la réussite du projet. Outre, l’implication des groupes d’hommes, les brigades scolaires, les maisons des femmes et les églises ont facilité la communication pour un changement de comportement dans la zone Prioritaire. |
| **Questions de genre**  COOPI est le Point Focal du groupe de Travail Genre, dont les participants sont Search for Common Ground, Justice Plus, Caritas, STAREC, Mercy Corps, OIM, ACIAR et SSU. En moyenne 7 sur 10 participants sont des femmes, soit 70%. Les thématiques Genre abordées sont relatives au recrutement des staffs des partenaires, des staffs de PMO et le choix des bénéficiaires avec des données désagrégées par sexe et âge, pour les sensibilisations, formations et autres activités comme les AGR. Pour les staffs de COOPI affectés au projet, 40% sont des femmes et 60% des hommes. Des réunions sur le genre sont organisées.  Pendant les réalisations des activités à travers le choix des participants et lors des réunions avec les leaders de la communauté en insistant sur la considération du genre et la représentativité des femmes dans les réunions, le genre est pris en compte. En réalisant des réunions et les sensibilisations, plusieurs aspects négatifs ont changé, il s’agit de l’expression libre des femmes et leurs participations dans les réunions, la reconnaissance de leurs droits, les femmes peuvent revendiquer leurs droits et participent aux activités de stabilisation de leur milieu. Cas par exemple des femmes de Walendu Bindi où les femmes participent à la sensibilisation des éléments FRPI pour leur démobilisation. |
| **Leçons apprises**   * Le travail de sensibilisation sur le genre contribue au changement de comportement. Certains hommes dont les femmes ont été sexuellement abusées les accompagnent dans les structures de prise en charge médicale, psychosociale et juridique ; * Les femmes s’expriment librement et participent activement aux réunions de sécurité et dans les structures de prises de décisions communautaires ; * A travers le renforcement des capacités réalisé, les membres des communautés ont maintenant une certaine connaissance en matière de VSBG, l’importance de la prise en compte de l’aspect Genre dans le contexte de stabilisation et la transformation des pratiques négatives existantes dans les communautés pour la consolidation de la paix ; * L’appui à la réinsertion scolaire des survivants et des personnes à besoins spécifiques restaure l’estime de soi et la considération des enfants vis-à-vis de soi-même et de sa communauté, l’épargne de la délinquance juvénile et l’exposition aux violences sexuelles basées sur le genre est perceptible ; * La prise en charge médicale encourage les survivantes de fréquenter les structures médicales ; * L’absence des services de prise en charge multisectorielle de survivants dans les zones non couvertes par le projet Pamoja Kwa Amani préjudicie les victimes de violences sexuelles. |
| **Histoires de succès**  En rapport avec la PEC psychosociale des cas de SGBV :   1. Selon les 7 Agents Psychosociaux de nos associations locales partenaires (PACADI, AFM, GAD, AMSCO) la plupart de cas SGVB qu’elles reçoivent en consultation psychologique témoignent que ce service (de prise en charge) leur facilite un soulagement émotionnel, une bonne orientation de la vie, intègre le problème dans sa vie normale et une acceptation de soi. Outre ce qui précède, cette prise en charge a encouragé les victimes à fréquenter régulièrement les Agents Psychosociaux (APS) pour écoute et conseils. Cette activité a renforcé aussi la réintégration familiale (ou communautaire) rapide. Selon les témoignages des survivantes, disent les APS, les cas SGBV qui se présentaient avant qu’elles aient démarré leurs activités, ils étaient facilement rejetés et isolés par leurs communautés d’origine. On les considérait désormais comme des personnes inutiles et responsables de leurs actes (culpabilisés). Grace à cette prise en charge psychologique reçue des APS, ces communautés commencent actuellement à se débarrasser de cette mauvaise perception de culpabiliser les survivants des SGBV, de les isoler et les stigmatiser. Cela motive les autres survivants et leurs communautés à s’orienter vers ces services appropriés. 2. L’appui à 8 structures de santé a émerveillé les responsables de ces dernières, cas par exemple de l’infirmier Titulaire du Centre de Santé Gety Etat, dans la zone de santé de Gety satisfait de la réception des kits PEP et son utilisation dans sa structure, s’est exclamé en disant que cette prise en charge médicale des survivants est arrivée au bon moment car les survivants et la population locale n’attendaient que ce service et surtout la gratuité de ce dernier. Nous ne sommes plus dérangés quand nous recevons les survivants de violence sexuelle ; 3. Les parents d’une survivante de 5 ans violée dans la localité de Walendu Bindi, village de Bavi pendant qu’elle était en train de chasser les sauterelles ont déclaré : Elle a été accueilli dans un premier temps par le centre de santé de Gety Etat puis transférée à l’ HGR gety qui à son tour l´a référée, pour des soins appropriés (réparation de fistule) vers le Centre Hospitalier de RWAKOLE à Bunia pour la réparation qui aura lieu au mois de MARS 2019. vue cette prise en charge, la maman de la fille de sa part a grandement remercié l’ONG COOPI qui a pris en charge le frais de transport de GETY jusqu'à BUNIA, la PEC médicale gratuite depuis le jours de l’incident à GETY, de l’accompagnement et suivi de la survivante à BUNIA , et même jusqu'à ces jours COOPI continu à faire le suivi par le contact téléphonique. Le père de la fille se dit content de recevoir les différents appels de COOPI et le témoigne à ses voisins ainsi qu’ aux autres membres de la communauté disant que grâce à COOPI son enfant a été sauvée et vit encore. 4. Une survivante VSBG prise en charge médicalement au CSR BWANASULA appuyé par COOPI, se dit satisfaite de la PEC médicale gratuite car avant l’appui de COOPI les soins médicaux des survivantes étaient payables et coutaient extrêmement chers. Pour le moment, nous avons l’accès facile à ce service dit-elle. 5. Selon les témoignages de trois préfets des écoles NDERA, AVEBA MUKUBWA et BUNGA, l’intervention de l’ONG COOPI (depuis le mois d’octobre 2018) pour la réinsertion scolaire des survivantes et autres enfants à besoins spécifiques a contribué positivement à l’amélioration de la fréquentation scolaire, la rétention et l’amélioration de leurs résultats scolaires. Selon eux, les 48 élèves réinsérés dans leurs écoles sont tous devenus réguliers à l’école, attentifs et jouent avec les autres enfants pendant la récréation. Contrairement au mois de septembre 2018 où la fréquentation scolaire de ces élèves était moins bonne. Cela montre que les kits scolaires et le paiement de frais de subvention scolaire dont chacun de ces élèves avait bénéficié de COOPI ont renforcé positivement le goût de ces élèves de prendre au sérieux leurs études. |

## Objectif Transversal : La communication du Projet est assurée dans la ZP

**Les activités média - les populations bénéficiaires des zones cibles à adhérer à l’esprit du dialogue démocratique.**

La stratégie de communication a été centrée autour des activités suivantes :

* Production de la Bande dessinée (BD) Pamoja Kwa Amani. Cette BD est un outil de sensibilisation sur le processus de la paix dans le Sud-Irumu. Au cours de ce semestre, **21000** BD (**13 000** copies en Français et **8000** en Kiswahili) ont été produites sur les **13000** prévues ;
* Production des **16** Spots sur les **16** planifiés**,** **18** magasines sur **25** planifiées et **19** co-productions avec les radios partenaires sur les **24** planifiées avec les journalistes des radios partenaires : ces émissions ont porté sur le leadership féminin, la bonne gouvernance, le processus local de résolution des conflits fonciers, l’entrepreneuriat des jeunes, le rapprochement entre les acteurs de sécurité et les populations civiles dans les communautés du Sud-Irumu.

**Résultat 1 : Une stratégie de communication cohérente et polyvalente est mise en œuvre**

Le projet « Pamoja Kwa Amani », a prévu une stratégie de communication visant à partager les informations sur les réalisations clés du projet avec toutes les parties prenantes au niveau local : les autorités politiques, les forces de sécurité, les hommes, les femmes, les jeunes, les populations pastorales et agriculturales, les pêcheurs et les groupes armés ainsi qu’au niveau national et international. Elle assure également la visibilité du projet à différentes échelles.

Au cours de ce semestre de mise en œuvre, cette stratégie a servi à assurer la visibilité du projet et à amener les populations bénéficiaires des zones cibles à adhérer à l’esprit du dialogue démocratique afin de contribuer au processus de la consolidation de la paix. Les spots radiophoniques de sensibilisation, les magazines radio Pamoja Kwa Amani, la formation des journalistes de différentes radios partenaires, la production de la Bande Dessinée sont les outils ayant facilité la mise en œuvre de cette stratégie de communication.

**Produit 1.1 : Les spots radiophoniques de sensibilisation sont produits (16/26) :**

Durant ce semestre, 16 spots radios ont été produits au Sud-Irumu. Ces spots abordent des thèmes de la paix, la cohabitation pacifique, la collaboration entre les services de sécurité et les populations, la gouvernance Sécuritaire, le leadership féminin et la résolution pacifique de conflits fonciers. Les messages de ces spots ont été transmis par certains chefs coutumiers (les chefs des chefferies d’Andisoma, Walesse Vonkuntu, Boga et Walendu-Bindi) et certains leaders communautaires de la société civile de Tchabi, Bahema Sud et diffusés sur les ondes des radios partenaires du Sud Irumu (*Pax Umoja*, *Tempête du Lac* et *la Référence*). Ces thèmes ont été choisis pour accompagner le processus de dialogue démocratique, la résolution pacifiques des conflits, la bonne gouvernance, la gouvernance sécuritaire et la cohabitation de communautés au Sud Irumu.

**Tableau III : Résumé des Productions spots radios**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre : Spot Pamoja Kwa Amani** | | | | |
| **Type de production : sketch radiophonique.** | | | | |
| **No** | **Titre d’émission** | **Thème(s)/enjeu(x)** | **Date de production** | **Période de diffusion (planifiée ou actuel)** |
| 01 | Cohabitation Pacifique entre communauté | Nous nous sommes combattus hier. Travaillons maintenant ensemble pour bâtir la paix dans notre pays. | Juillet 2018 | Août-Septembre-Octobre |
| 02 | Cohabitation pacifique entre communautés | Il est important que les collectivités locales soient impliquées dans la mise en œuvre du processus de paix. | Juillet 2018 | Août-Septembre-Octobre |
| 03 | Collaboration civilo-militaire | Le combattant qui se disait avoir des raisons de protéger sa communauté peut adhérer au processus de paix car la nouvelle armée intégrée a pour mission de sécuriser toutes les communautés de la RDC de façon égale. | Juillet 2018 | Août-Septembre-Octobre |
| 04 | Collaboration civilo-militaire | Les conflits entre civils et militaires peuvent être mieux gérés dans le dialogue et la collaboration en lieu et place de la violence et de la méfiance. | Juillet 2018 | Août-Septembre-Octobre |
| 05 | Collaboration civilo-militaire | Les arrestations arbitraires sont interdites par la loi. | 15 octobre 2018 | Novembre, Décembre-Janvier |
| 06 | Collaboration civilo-militaire | L’imposition des amendes non légales est interdite par la loi. | 15 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 07 | Collaboration civilo-militaire | La population et les services de sécurité (la police et l’armée) sont appelés à dialoguer en cas des mésententes. | 16 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 08 | Conflit Foncier | En cas de conflits fonciers, les structures de résolution pacifique des conflits fonciers (commission foncière de l'Ituri) sont maintenant opérationnelles au Sud Irumu. | 16 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 09 | Cohabitation pacifique | Agriculteurs et éleveurs peuvent résoudre leurs conflits d'une manière pacifique sans recourir à la violence. | 16 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 10 | SGBV | Tout cas de viol doit être dénoncé à de la police. | 16 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 11 | SGBV | Les arrangements à l'amiable, en cas de viol doivent être dénoncés. | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 12 | SGBV | Le mariage précoce est interdit par la loi | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 13 | SGBV | L'exploitation sexuelle des jeunes filles et garçons est interdite par la loi. | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 14 | Réintégration des anciens combattants | Les anciens combattants contribuent au développement de leurs villages à travers leurs activités (taxi, maçonnerie, menuiserie, pêche, élevage et agriculture, etc.). | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 15 | Redevabilité et bonne gouvernance | Le développement des ETD (Entités Territoriales Décentralisées) concerne tout le monde. Chacun doit y travailler en collaborant avec les chefs de chefferie, de secteur, de groupement, de village, etc.). | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |
| 16 | Relance économique | Le travail en réseaux des agriculteurs permet un bon rendement et de partage d'expériences. | 17 Octobre 2018 | Novembre, Décembre, Janvier |

**Impression Bande dessinée (21000/13079) :**

Search a produit 21000 BD, dont 8000 exemplaires en Kiswahili et 13000 en Français.  La BD, tout en retraçant les interventions de chaque membre du consortium du projet PAMOJA KWA AMANI, parle de la cohabitation pacifique, le leadership féminin, la bonne gouvernance, la résolution pacifique de conflits fonciers, la réintégration des anciens combattants, le développement et la relance économique. L’étape qui suivra est celle de la diffusion de cette BD au Sud Irumu prévue pour le premier semestre de 2019. Une photo de la bande dessinée sera attachée au rapport (en annexe).

“*La Bande Dessinée (BD) répond aux attentes de chaque membre du Consortium, chacun dans son volet et chaque pilier du projet a été pris en compte”* **propos de Salvadore Safari, coordinateur projet de UNHABITAT.**

*“Nous sommes satisfaits par la manière dont nos interventions sont présentées dans la BD Pamoja Kwa amani. Cette présentation aidera les communautés à comprendre nos actions aux niveau local et laissera des traces de notre passage”,* **dit le chef de projet de la CARITAS à Ituri.**

***Produit 1.2 – Une magasine radio couvre le processus de dialogue - Emissions Pamoja Kwa Amani (26/38) :***

Search a produit 18 Magazines radios PAMOJA KWA AMANI au Sud Irumu, qui sont en cours de diffusion sur les chaines de trois radios : la radio Communautaire « Pax Umoja » de Gety, la Radio Communautaire « Tempête du Lac » de Kasenyi et la Radio communautaire « la Référence » de Komanda.

Ces émissions portent essentiellement sur la réinsertion socioéconomique des populations, les participations communautaires aux développements des Entités Territoriales Décentralisées (ETD), les rapprochements entre service de sécurité et la population, la résolution pacifique des conflits des terres, l’entreprenariat des jeunes et le leadership féminin[[4]](#footnote-4).

Les messages contenus dans chacune des émissions ont été collectés dans les chefferies de Walesse Vonkuntu, Andisoma, Walendu Bindi, Banyari Tchabi Bahema Boga et dans le secteur de Bahema-Sud. Plusieurs catégories de personnes ont été contactées lors de la collecte des messages pour inclure des perspectives diverses et faciliter la production des émissions : les jeunes filles et garçons, les autorités administratives locales, la société civile, les associations de femmes et les démobilisés. Cette inclusion répond à la logique d’amener les populations bénéficiaires des zones cibles à adhérer à l’esprit du dialogue démocratique afin de contribuer au processus de consolidation de la paix.

**Tableau IV : Résumé de la production des magazines radios Pamoja Kwa Amani**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre : Pamoja Kwa Amani** | | | | |
| **Type de production : Magazine radiophonique.** | | | | |
| **No** | **Titre d’émission** | **Thème(s)/enjeu(x)** | **Date de production** | **Période de diffusion (planifiée ou actuel)** |
| 09 | Résolution pacifique de conflits fonciers | Quid de la sécurisation des champs par les paysans. | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 10 | Leadership féminin | Participation des femmes dans les structures de développement. | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 11 | Bonne gouvernance | Quid de la participation communautaire à la gouvernance locale | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 12 | Relance économique | Quid des efforts fournis par les communautés pour leur relance économique. | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 13 | Réintégration socioéconomique des jeunes | Intégration socioéconomique des jeunes victimes des guerres au Sud Irumu | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 14 | Résolution pacifique des conflits | Quid de l’existence et des efforts des structures locales dans résolutions pacifiques de conflits au Sud Irumu. | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 15 | Rapprochement civilo-militaire | Quid de la fréquentation par la population des services de la police au Sud Irumu | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 16 | Bonne gouvernance | Quid de la participation locale à l’élaboration du budget participatif | Août 2018 | Septembre-Octobre |
| 17 | Bonne gouvernance et redevabilité | Participation de la femme au développement des ETD | Septembre 2018 | Novembre, Décembre |
| 18 | Conflit Foncier | Quid de la gestion des ressources naturelles pour éviter les conflits dans les communautés au Sud Irumu. | Septembre 2018 | Novembre, Décembre |
| 19 | Conflit foncier | Quid de la collaboration entre les médiateurs Acteurs des structures de résolutions de conflit fonciers et les autorités locales | Le 14/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 20 | Gouvernance sécuritaire | Perceptions des communautés sur le Comité local pour la sécurité de proximité au Sud Irumu | Le 15/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 21 | Cohabitation Pacifique | Collaboration entre les communautés pour une cohabitation pacifique et le développement au Sud Irumu. | Le 16/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 22 | SGBV | Déni de ressources, une violence économique sur la femme au Sud Irumu. | Le 20/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 23 | Cohabitation pacifique | Quid d’initiative des jeunes pour la paix au Sud Irumu. | Le 21/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 24 | Collaboration civilo-militaire. | Quid de l’accueille au bureau de la PNC dans la collaboration entre la police et la population. | Le 22/10/2018 | Novembre, Décembre |
| 25 | Lutte contre les SGBV | Déni de ressource, source des violences contre les femmes dans le foyer à Aveba, chefferie de Walendu-Bindi. | Novembre 2018 | Décembre |
| 26 | Relance Economique | Impact de champs communautaire sur la cohabitation pacifique communautaires à Kasenyi et Nyankunde | Novembre 2018 | Décembre |

***Produit 1.3. Formation des partenaires radio sur le journalisme sensible aux conflits et le dialogue démocratique (2/2) :***

La formation sur le journalisme sensible aux conflits a amélioré les connaissances et la compréhension des journalistes de trois radios sur la sensibilité aux conflits, la production qualitative des émissions et ont contribué à la construction de la paix et la cohésion sociale dans leurs entités. Les 10 journalistes dont 09 hommes et une femme de trois radios (pax de Getty, tempête de Kasenyi et RTL de Komanda) sont formés sur : i) rappel sur la mission du journaliste, ii) la responsabilité sociale, iii) l’objectivité et l’équilibre dans le traitement des informations, iv) la radio comme vecteur de paix et développement, v) le journalisme sensible aux conflits et vi) les formats radios et techniques de production d’une émission radio.

Le résultat issu de la formation montre un bon niveau d’acquisition des connaissances par les journalistes, avec une moyenne de 24% pour le pré test et 73.50% pour le post test soit avec une amélioration moyenne de 49.5 points. Notons que le taux de la participation de la femme est encore en baisse par rapport à ce produit, une seule femme sur les 09 hommes a participé étant donné le manque de femmes intervenant dans ce domaine dans la zone et surtout au sein des radios partenaires en charge de mettre en œuvre cette stratégie de communication.

« *C’est ma première participation à une formation sur le journalisme sensible aux conflits. Je suis maintenant conscient de ma responsabilité en tant que journaliste de ma communauté. Je suis appelé à la neutralité, l’équilibre et l’impartialité. J’ai un peu peur de cette mission, en même temps, je suis encouragé à participer à la pacification de ma communauté par mes productions radios. Dorénavant, je tiendrais compte des notions apprises pour être un journaliste de paix* » ; propos de **Monsieur Jean-Valère MUZITINA**, journaliste de la **Radio Communautaire la Référence de Komanda**.

« *Dans la pratique de mon métier de journaliste, j’avais toujours de penchants pendant mes productions. Lorsqu’on s’attaque à une partie en conflit, je me sentais à l’aise, croyant que je fais bien mon travail. Durant toute la formation, je me sentais interpellé intérieurement lorsqu’on nous apprenait des notions sur la sensibilité aux conflits à la radio. A chaque fin de la journée, je remettais en question mes pratiques qui n’étaient pas dignes d’un journaliste de paix. Merci à Search For Common Ground pour nous avoir formés sur la sensibilité aux conflits en journalisme. Je dois changer et être l’église au milieu du village, c’est-à-dire un journaliste au service de la cohabitation pacifique* », propos de **Monsieur Guy Roger MUNO**, Journaliste-reporter de la **Radio Communautaire Pax Umoja de Gety**.

***Produit 1.4. Appui aux co-productions des partenaires radio (38/63) :***

Durant ce semestre, les journalistes producteurs des radios partenaires, avec l’appui de Search, ont produit **38 sur 63 (soit 19 pour ce semestre)** émissions qui tiennent compte des situations actuelles de leurs communautés. Ces émissions, dans lesquelles les femmes, les hommes, les jeunes filles et garçons, les leaders communautaires et la société civile ont donné leurs opinions, abordent des thèmes liés à la lutte contre les mariages forcés, les arrestations arbitraires, la lutte contre les amendes illégales, le leadership féminin, les conflits fonciers et le développement.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre : Sauti ya Raia/Radio Pax Umoja, Beraza la jamii/Radio La Référence, Mazungumzo kati yetu/Radio Tempete du Lac** | | | | |
| **Type de production : Magazine radiophonique.** | | | | |
| No | Titre d’émission | Thème(s)/enjeu(x) | Date de production | Période de diffusion (planifiée ou actuel) |
| 20 | SGBV | Quid des causes des divorces dans la chefferie de Walendu-Bindi | Juillet 2018 | Aout-Septembre 2018 |
| 21 | SGBV | Avortement provoqué à Gety, cause et conséquence dans la chefferie de Walendu-Bindi | Juillet 2018 | Aout-Septembre 2018 |
| 22 | SGBV | Contribution des femmes aux développements de leur milieu par le paiement des taxes dans leurs entités | Juillet | Aout-Septembre 2018 |
| 23 | Gestion Pacifique des conflits | Gestion des conflits nés de la divagation des bêtes dans le Walendu-Bindi | Juillet | Aout- Septembre 2018 |
| 24 | Conflits Foncier | Sécurisation des parcelles, quid des documents exigés | Août 2018 | Septembre-Octobre 2018 |
| 25 | SGBV | Arrangement à l’amiable de cas de viol : causes et conséquence | Août 2018 | Septembre-Octobre 2018 |
| 26 | SGBV | Quid de la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans le Bahema-Sud | Août 2018 | Septembre-Octobre 2018 |
| 27 | Conflit foncier | Quid du stellionat dans la chefferie de Walesse-Vonkuntu | Juillet 2018 | Août-Septembre 2018 |
| 28 | Réinsertion sociale des victimes des guerres | Quid de la relance socio-économique des communautés victime des guerres | Juillet 2018 | Août-Septembre 2018 |
| 29 | SGBV | Considération de la femme dans la société de la chefferie de Walesse Vonkuntu et Andisoma | Juillet 2018 | Août-Septembre 2018 |
| 30 | Bonne gouvernance et redevabilité | Multiplication des taxes, sources des mésententes entres la population et les services de l’Etas à Valesse Vonkutu. | 22 Octobre 2018 | 22 Octobre 2018 |
| 31 | Bonne gouvernance et Redevabilité | Quid de la bonne gestion de taxes pour le développement des ETD | 25 Octobre 2018 | 25 Octobre 2018 |
| 32 | SGBV | Quid des arrangements à l’amiables en cas de viol au Sud Irumu, dans la chefferie de Walesse Vonkutu | 15 Octobre 2018 | 15 Octobre 2018 |
| 33 | SGBV | Quid du traitement social des victimes des viols dans la chefferie de Walesse Vonkutu. | 18 Octobre 2018 | 18 Octobre 2018 |
| 34 | Justice Populaire | Considération de la sorcellerie dans le secteur de Bahema Sud, sources de cas des justices populaires. | 22 Octobre 2018 | 22 Octobre 2018 |
| 35 | Collaboration civilo-militaire | Quid des visites des cas des personnes arrêtées par la PNC, monnayage de visites aux cachots de la police. | 03 Octobre 2018 | 03 Octobre 2018 |
| 26 | SGBV | Avortement provoqué non permis, sources des morts dans la chefferie de Walendu Bindi. | 2 Octobre 2018 | 02 Octobre 2018 |
| 37 | SGBV | Quid des divorces, sources des déstabilisations des foyers dans le Walendu Bindi. | 10 Octobre 2018 | 10 Octobre 2018 |
| 38 | Gouvernance sécuritaire | L’importance d’activité de rapprochement civilo-militaire sur la collaboration entre police et population civile. | Novembre 2018 | Décembre 2018 |

Au-delà de ces indicateurs, Search a assuré la couverture médiatique et la visibilité des activités des Partenaires de mise en œuvre (les organisations membres du consortium) du projet *Pamoja Kwa Amani,* en organisant **quatre** points de presse avec les médias de l’Ituri :

* La revue annuelle du projet Pamoja Kwa Amani du 19 au 20 septembre 2018 en appui à UN Habitat ;
* L’appui à la validation et l’endossement des Plans Locaux de Développement des **cinq ETDs** du Sud Irumu du 10 au 11 Juillet 2018 ;
* La mission d’évaluation du cahier de charge des FRPI par la délégation du programme national de stabilisation et de reconstruction (STAREC) au Sud Irumu ; et
* La réunion du CTC du projet *Pamoja Kwa Amani*sur la stratégie d’intervention de Djugu.

# PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT

|  |
| --- |
| **2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d’impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?**  Au travers de différents objectifs spécifiques adressés tout au long de ce troisième semestre, il y a lieu de noter les changements suivants :   * La constance dans les engagements pris par les parties prenantes au processus de stabilisation au niveau local, Territorial, provincial et national à la suite de la restitution des résultats de la consultation des communautés pour trouver des voies de sortie afin de stabiliser la région, au cours de la session de leadership cohésif, face aux problèmes qui perturbent la paix et la sécurité dans leurs villages à savoir : la mise en place d’un comité de discussion avec la FRPI pour aboutir à leur démobilisation, la mise en place des « dispositions pratiques du pré cantonnement » à la suite d’une réunion tenue à Kinshasa à la primature avec le comité de pilotage du Starec. * L’opérationnalisation des structures locales créées pour l’identification, l’analyse et le suivi des problématiques des conflits dans la zone d’intervention du projet se renforcent davantage au regard de l’évolution des données de prise en charge des conflits fonciers et identitaires et l’évolution du processus de démobilisation des FRPI comme indiqué ci-haut. * Bien que , par les communautés, aux services de l’administration foncière est encore faible, surtout les peuples autochtones, une bonne amélioration des services fournis par l’administration foncière a été reconnue. L’administration foncière prend de plus en plus conscience de communiquer avec la population à travers les journées portes ouvertes et perçoit la nécessité de prévenir les conflits fonciers à travers une approche participative impliquant les communautés et les autorités dans la gestion de la terre. * L’engagement de l’Etat au niveau provincial est perceptible dans la prise des textes règlementaires afin de mieux assurer la transparence dans l’exploitation des ressources minières et la mise en place des structures ou services[[5]](#footnote-5)  qui assurent la supervision du respect liés aux diligences (standards) raisonnables par rapport à l’exploitation minière. Ceci a facilité la domestication des exigences liées à la réforme du secteur minier, de superviser le respect lié aux diligences (standars) raisonnables par rapport à l’exploitation minière. * Avec l’établissement des CLSP fonctionnels en tant que cadre de concertation et de collaboration et l’élaboration du plan de travail (plan local sécurité) pour chacun d’eux les autorités et les populations collaborent pour la recherche des solutions aux problèmes sécuritaires. Grâce à l’inclusivité de ces structures les femmes et les jeunes participent à la prise de décision sur des questions sécuritaires sensibles au niveau dans chaque entité. La gouvernance locale inclusive est devenue une réalité. * La réduction de taux de violences est notable dans certaines zones d’intervention du projet, notamment, dans le secteur de Bahema-Sud à Kasenyi, Beziya, Campa Mushanga, Mugumba et pêcheurs, dans la chefferie de Walendu-Bindi à Gety état et mission, groupement de Zitono, Karachi et dans la chefferie de Bahema-Boga : cité de Boga, Tchabi, Zunguruka et Mitego par rapport aux autres zones. Selon les témoignages des membres de la communauté, cette amélioration est due à une meilleure compréhension de la protection, les droits de l’homme, des rôles et responsabilités par les forces de sécurités qui ont déjà suivi les séances de sensibilisation et montrent un comportement positif envers la communauté. Nous estimons que les comités qui sont déjà installés dans leurs unités respectives poursuivront les activités de sensibilisation afin d’atteindre un grand nombre des militaires et policiers. |
| **2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu’à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d’influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?** |

Par le renforcement de l’engagement des parties prenantes au niveau local, Territoire, Province, National, dans le processus de Stabilisation, 11 actions ont été initiées dont 7 en rapport avec le phénomène FRPI et 4 en rapport avec la situation de conflits fonciers et identitaires. Au stade actuel, ces actions connaissent un niveau avancé dans leur exécution. Il faut noter que la mise en place d’un comité de discussion avec la FRPI a permis de poser des actions qui pourront conduire à la démobilisation de ses éléments. C’est notamment le contact avec les FRPI et la mise à jour de leur cahier des charges et sa présentation au Gouvernement de la République à Kinshasa, l’élaboration et l’adoption du Plan d’Actions et de la Stratégie conjointe de démobilisation de la FRPI et de la Pacification du Sud Irumu, à travers un comité Interministériel à Kinshasa, l’adoption de ce Plan d’Actions et de la Stratégie à travers le Comité de Suivi du Starec, la production d’un projet d’Accord entre le Gouvernement et la FRPI, la production d’une Stratégie DDR visant à la démobilisation des éléments FRPI pour la mobilisation des fonds pour ces activités, en collaboration avec la Monusco, le Starec, l’UEPNDDR et la décision de Pré cantonnement des éléments FRPI, suite à la réunion de Comité de Pilotage du Starec sur la FRPI en décembre 2018 à la primature à Kinshasa.

Par rapport aux conflits fonciers et identitaires, les actions n’ont pas encore connu de grande évolution, toute l’attention étant tournée vers le processus de démobilisation de la FRPI qui, selon toutes les communautés, est une priorité pour le rétablissement de la paix dans la région. Mais la recherche des actes de création des entités et les cartes coloniales (dernière version des Belges) est à la phase finale. La documentation des conflits des limites identifiées est en cours (le conflit des limites entre Bukiringi et Bahema Mitego et les conflits entre les concessionnaires et les membres des communautés chez les Walese Vonkutu).

Les mécanismes de gestion des conflits déjà mis en place (19 ILP et 5 antennes de la CFI) et appuyés techniquement et financièrement dans la zone d’intervention permettent de faciliter l’accès à l’information sur la dynamique des conflits pour un changement de comportement à travers les sensibilisations et les séances de recherche des solutions pacifiques et inclusives.

Par rapport aux VSBG, il s’observe une réduction progressive de la prévalence des VSBG favorisée par les normes et pratiques sociales négatives dans la zone du projet à travers le renforcement des connaissances, attitudes et perceptions de différentes couches de la communauté.

# PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **ACIAR :**  Sur les allocations budgétaires du premier au cinquième jalon s’élevant à 724 710,45 $, ACIAR a consommé 655 092,83 $. Ce qui représente un taux de consommation de 90.4% de fonds. Cependant on note un taux de dépense total de 58% pour des dépenses liées aux activités de 69% et des dépenses de soutien directs de 25% | **Etat** | | |
|  | **x** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **CARITAS :**  Le solde de la période précédant ce semestre a été de 82 544,98 USD. Et la demande de fonds au cours de cette période a été de 114 750USD. Ce qui a porté à une prévision totale de 197 294,98 USD. De ce montant, les dépenses réelles de la Caritas Bunia ont atteint 165 238,91 USD soit un taux de consommation de 83,75%. Le taux global cumulatif de dépense est de 53% avec 52% de dépense liées aux activités et 41% pour les dépenses de soutien direct | **Etat** | | |
|  | **x** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Mercy Corps :**  Les informations de la section finances renseignent d’un taux de consommation budgétaire de 60% du budget total jusqu’au 31 Décembre 2018. Mais, sur le montant total reçu 778,375 USD du PNUD, le taux de consommation de Mercy Corps est de 92%. Cependant on note un taux de dépense total de 60% pour des dépenses liées aux activités de 56% et des dépenses de soutien directs de 37% | **Etat** | | |
|  | **x** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **UNHABITAT :**  L’allocation du budget pour la première annualité a été de 800 542 $. Actuellement, la consommation budgétaire est de 666, 786 $ soit un taux de consommation de 83%.  Cependant on note un taux de dépense total de 45% pour des dépenses liées aux activités de 64% et des dépenses de soutien directs de 30%. Avec le fait que le partenaire attend encore la 2eme tranche de paiement a 6 mois de la fin officiel du projet, on est loin des bons comptes | **Etat** | | |
|  |  | **x** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OIM :**  Nous avons reçu pour la première tranche un total de 388, 500$ Au stade actuel, la consommation budgétaire est 335,942.54$ soit un taux de consommation de 86%.  Cependant on note un taux de dépense total de 43% pour des dépenses liées aux activités de 49% et des dépenses de soutien directs de 45% et cela avec une 2eme tranche non reçue encore à 6 mois de la fin du projet. | **Etat** | | |
|  |  | **x** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **COOPI :** Les informations de la section finances renseignent d’un taux cumulé de consommation budgétaire de 58,33 % soit 337793,09 $ sur le total du budget du projet, avec 56% de dépense liées aux activités et 37% pour les dépenses de soutien direct. La consommation de la tranche semestrielle dépasse le 80%. | **Etat** | | |
|  | **x** |  |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **SFCG :** Sur un total de 570,400$ du budget global du projet alloué à Search for Common Ground (Search), 285,200$ est déjà reçu depuis le début du projet soit 50%, 358,273.23$ est déjà consommé soit 63% du budget global, avec un préfinancement de 73,073.23$ de fonds propre de Search.  Le taux de dépenses liées aux activités est de 53% pendant que celui des dépenses de soutien directs de 41% | **Etat** | | |
|  | **X** |  |
| **Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement**.  Globalement le fait que les dépenses liées aux activités progressent beaucoup plus lentement que celles de soutien rend compte un peu partout du retard ou de décalage constaté çà et là. | | | |

* 1. **. Progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit[[6]](#footnote-6).**
  2. **. Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

|  |
| --- |
| **Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche** :  La mise en œuvre du projet et l’évolution vers les résultats marque des performances significatives, sous l’appui très apprécié du Comité technique de suivi. Le ST et l’Agent Administratif/PNUD jouent régulièrement leur rôle de suivi budgétaire auprès des PMO. On voit également des progrès dans la manière de collecter les données et les changements observés. Cependant, les success stories demeurent un gap dans la façon de les capter et les renseigner. Aussi, les engagements de certains partenaires vis-à-vis de la coordination et du lead du projet souffrent-ils dans leur observance surtout en ce qui concerne le respect de la période de soumission des rapports narratifs et financiers malgré plusieurs explications à propos du canevas de rapportage. IL faut tout de même indiquer que les séances de renforcement des capacités en faveur des PMO restent insuffisantes car elles sont très sporadiques et limitées dans le temps (courte durée). |

# PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

**Fiche d’évaluation du rapport**

A compléter par le Secrétariat Technique

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OS** | **Critères d’évaluation** | **Evaluation et recommandations** | **Note** |
| **PARTIE 1 – LES PROGRES** | | | |
| 1 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont clairement notés dans le rapport. Les données probantes ne sont pas utilisées de façon uniforme pour appuyer les allégations de changement ou d'impact. | 2/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Les données ne sont pas présentées de façon uniforme avec une analyse quoique peu approfondie à l'appui de l'avancement du projet. | 1.5/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Le projet avance à la limite du normal avec beaucoup d’activités du DD qui sont reportées pour cause du processus FRPI sur lequel le focus est mis | 1.5/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | La question de coordination n’est pas effective, tout comme celle relative à la prise en compte du genre, cependant les défis sont clairement identifies avec des mesures d’atténuation appropriées et la pérennité des actions semble être assurée de par l’ancrage qui est adéquat | 1.5/3 |
| 2 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont plus ou moins notés dans le rapport pendant que les données probantes ne sont pas utilisées pour mener des analyses pertinentes a même d’appuyer les allégations de changement ou d'impact. | 1.5/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Les données ne sont pas présentées de façon uniforme et l'ensemble du rapport ne contient pas d'analyse approfondie à l'appui de l'avancement du projet. Par conséquent, il y a peu de valeur ajoutée pour le lecteur qui veut comprendre la pertinence des données présentées dans le rapport. | 1.5/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Ce projet ne progresse point en dépit des multiples promesses du partenaire, | 1/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | La façon dont les éléments contextuels sont traités n’est pas satisfaisante. | 1/3 |
| 3 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont plus ou moins notés dans le rapport. Les données probantes ne sont pas utilisées de façon uniforme pour appuyer les allégations de changement ou d'impact. | 1.5 /3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | En général, les données se rapportent aux indicateurs à renseigner, cependant elles ne sont pas bien utilisées pour des analyses pertinentes montrant non seulement les progrès, mais aussi les liens contributifs des différents niveaux de résultats. | 1.5/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Ce projet progresse très lentement notamment sur ses activités clés comme la question de certification/qualification des sites miniers | 1.5/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | Les question liées aux défis, à la coordination et l’encrage sont moyennement bien traitées, mais pas de changement du texte par rapport au précèdent rapport | 1.5/3 |
| 4 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont généralement clairement notés dans le rapport. On s’est juste borne à donner les valeurs des indicateurs requis. | 1,5/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Pas des données probantes utilisées de façon uniforme pour appuyer les allégations de changement ou d'impact. Par conséquent, il y a peu de valeur ajoutée pour le lecteur qui veut comprendre la pertinence des données présentées. | 1.5/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Il y a avancement normal du projet | 2/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | Mis à part la question de la coordination qui est floue, les autres aspects de cette rubrique semble acceptable, mais à améliorer. | 1.5/3 |
| 5 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont généralement clairement notés dans le rapport. Les données probantes quoiqu’utilisées, mais de façon pas uniforme pour appuyer les allégations de changement ou d'impact. | 2/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Les données ne sont pas présentées de façon uniforme, cependant le rapport présente des analyses à l'appui de l'avancement du projet. | 2/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Le projet avance normalement, les activités liées à la mise en place des moyens opérationnels nécessaires à la police de proximité sont en presque conduites | 2/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | Tous les éléments à ce niveau ont pu être traites de façon claire et pertinente | 2/3 |
| 6 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont généralement notés, cependant mis à part le volet sur les MUSOs, il manque des analyses au niveau de plusieurs résultats, surtout de la manière dont ces progrès sont liés aux résultats. | 2/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Les données ne sont pas présentées de façon uniforme et l'ensemble du rapport ne contient pas d'analyse approfondie des constatations à l'appui de l'avancement du projet. Par conséquent, il y a peu de valeur ajoutée pour le lecteur qui veut comprendre la pertinence des données présentées dans le rapport. | 1/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Avancement normal malgré le renvoi d’ activités à des dates ultérieures notamment pour les jeunes à risque. | 1.5/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | Ici des risques et des mesures de mitigations adéquates ont été relevés, tout comme les questions relatives à la coordination et au genre ont été assez bien traitées. | 1.5/3 |
| 7 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« évidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Les progrès sont généralement clairement notés dans le rapport même si les données probantes ne sont pas utilisées de façon uniforme pour appuyer les allégations de changement ou d'impact. | 2/3 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | Les données ne sont pas présentées de façon uniforme et l'ensemble du rapport ne contient pas d'analyse approfondie des constatations à l'appui de l'avancement du projet. | 1/3 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Le projet avance normalement | 2/3 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc.) sont traités d’une façon claire et pertinente | Analyse satisfaisante en rapport avec les risques dans leur dualité avec les mesures d’atténuation, la coordination, l’ancrage et le genre. | 2/3 |
| **PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT** | | | |
| 1 | Les changements au niveau d’impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | Les changements au niveau de l'impact ne sont pas clairement définis parce que le rapport ne présente pas d'analyse substantielle des données pertinentes pour l'avancement du projet. Les exemples cités dans cette section ne sont pas bien présentés ci-dessus ; il est donc difficile de présenter l'impact dans cette section. | 1/3 |
| 2 | Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | En dépit du fait que le rapport ne contient pas systématiquement d'analyses pertinentes des données et même au niveau des résultats, on peut noter des changements des dynamiques des conflits. Ceci est par ailleurs corroboré dans la plupart des cas par des succès stories. | 1.5/3 |
| **PARTIE 3 : ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION** | | | |
| 1. | Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l’atteinte des produits/résultats escomptés | En moyenne les dépenses justifient les progrès dans l’atteinte des résultats. Cependant on note globalement des dépenses de soutien plus en avance que celles lies aux activités. Cela est perceptible notamment au niveau des rubriques personnelles et autres employés (60%), équipements et mobiliers (103%), frais de déplacement (76%) et frais généraux de fonctionnement et autres couts directs (64%) ; surtout au niveau de Mercy Corps, OIM, SFCG et COOPI. De même on note au niveau de CARITAS un taux de 50% de dépense sensible au genre dans la majorité des cas avec une justification basée plus sur la planification visant les hommes et les femmes par moitié. Ce qui dénote d’un manque de stratégie pertinente en la matière. | 2/3 |
| 2. | Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget | Mis à part le partenaire ACIR, tous les autres donnent des justifications acceptables pour les dépenses non conformes au budget planifié | 2/3 |
| 3. | Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche. | Oui pour les 2 Agences : UNHABITAT, OIM même si pour tous les autres partenaires non UN, la consommation budgétaire de la provision trimestrielle dépasse le 80-90%. | 2/3 |
| **NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT** | | | 53.5/99 |
| **Commentaires généraux**  D’une manière générale, l’on observe une assez bonne notation des progrès même si presque partout les données probantes ne sont pas utilisées de façon régulière pour appuyer les allégations de changement/impact. Dans presque tous les cas on s’est juste bornée à renseigner les indicateurs par niveau de résultats sans analyses pertinentes a même de démontrer la contribution des différents niveaux de résultats, là ou pertinent.  **Sur le plan de la forme**,  L’appropriation du canevas de rapportage et du cadre logique est restée constante. Toutefois, l’on note l’intégration par innovation certainement, d’un objectif dit transversal sur la communication du programme, qui consacre l’économie des résultats engrangés justement en matière de communication par les autres objectifs.  **Sur le plan du fond**,  En général, on note une structuration des descriptions autour des indicateurs, cependant les progrès ne sont pas bien expliqués et ne sortent pas clairement dans beaucoup des cas, et même dans les cas où ceux-ci sont clairement notés, il manque des analyses pertinentes démontrant ceux-ci. De même la contribution des produits aux progrès enregistrés au niveau des résultats, tout comme celle des résultats aux progrès de l’objectif sont totalement absentes.  Le programme progresse très lentement avec beaucoup d’activités des objectifs sur le dialogue démocratique, la gouvernance foncière, l’exploitation et la gestion des ressources minières et la cohésion sociale, constamment reportées.  Les éléments contextuels et transversaux sont assez bien analysés, même si l’appropriation desdits éléments n’est pas encore effective chez certains les PMOs encore. | | | |

# ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d’annexer le file excel)



|  |
| --- |
| **Notes sur le cadre logique (si nécessaire).**  A compléter par le partenaire. |

1. Article 3 du décret No 13/041 du 16 septembre 2013 *portant création, organisation et fonctionnement des Conseils locaux pour la sécurité de proximité*. In journal officiel, 2013. [↑](#footnote-ref-1)
2. Rapport trimestriel des incidents sécuritaires, INSO, Octobre-Décembre 2018. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les jeunes à risque sont des jeunes qui présentent des capacités limitées pour produire des revenus ou des jeunes exposés à se faire enrôler dans les groupes armés à la suite du chômage. Dans cette catégorie, l’on retrouve les ex-combattants, les jeunes désœuvrés, les jeunes vivant avec handicap physique, les jeunes filles/garçons survivants des violences sexuelles. Ces jeunes ont été sélectionnés par un Comité local en fonction desdits critères. [↑](#footnote-ref-3)
4. Le choix de thèmes à développer dans les émissions est basé sur l'identification de messages radios qui avait été faite au premier trimestre dans la zone du projet. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le CPS (Comité provincial de suivi), ses antennes qui sont les CTS (Comité territorial de suivi) et ses sous antennes qui sont les CLS (Comité local de suivi). [↑](#footnote-ref-5)
6. Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l’Agent Administratif. [↑](#footnote-ref-6)